

# **Le peuple-classe** **entre Nation et « bas-peuple ».**

Peuple-nation, peuple-classe, bas-peuple.

**Christian DELARUE**

# Le peuple-classe

## entre Nation et « bas-peuple ».

### Peuple-nation, peuple-classe, bas-peuple.

Cette étude qui vise à conforter la notion de peuple-classe ne conduit pas nécessairement à réduire la multiplicité historique des sens du mot peuple . Il s'agit plutôt d'en ajouter une et une qui semble prendre aujourd'hui plus d'importance. Outre la distinction fondamentale entre le *demos* (peuple organisé) et *l'ethnos* (peuple autochtone) – objet d'un chapitre - on trouve aussi celle entre *l'ochlos* (la populace) et le *laos* (peuple choisi) qui perdure même si elle a moins d'importance. Contre cette pluralité de signification certains auteurs (tel Giorgio Agamben ) ont voulu proposer une double identité . C'est sur ce point que nous posons une triple identité du peuple pour saisir aujourd'hui dans les sociétés développées l'existence d'un peuple-classe plus important que le bas-peuple (la plèbe ou les « couches populaires ») et moins englobant que le peuple-citoyen . Pour cela il faut admettre l'existence d'une classe dominante et ne pas confondre les couches sociales aisées (que certains nomment "classes moyennes") avec la bourgeoisie. Au passage on note d'emblée que la notion de peuple-classe se distingue du sens donné par Abraham Léon à propos du peuple juif.

Pour le dire ici brièvement, le peuple-nation englobe tous les citoyens d'un pays, le peuple-classe exclue la classe dominante mais englobe les couches moyennes et les couches dites populaires . Le peuple-classe intègre aussi les résidents étrangers non bourgeois. Les couches populaires sont les ouvriers et employés payés avec des bas salaires.

Voici ce que qu'écrivait en 1995 Giorgio Agamben (1) dans son article sur le peuple : " Toute interprétation du sens politique du mot «peuple» doit partir du fait singulier que, dans les langues européennes modernes, il désigne toujours également les pauvres, les déshérités, les exclus. Un même mot recouvre aussi bien le sujet politique constitutif que la classe qui, de fait sinon de droit, est exclue de la politique." Cela pose deux problèmes : celui des catégories visées et celui du nom régulièrement donné dans l'histoire pour préciser de quel peuple il s'agit. S'agissant des catégories on retiendra trois acteurs dont deux sujets politiques le sujet politique citoyen soit le peuple-nation et le sujet politiquement et socialement dominé dénommé peuple-classe. Le troisième acteur social n'a plus de projet proprement politique. Il s'agit des ouvriers et employés auquel on ajoute parfois les petits paysans et les chômeurs bref le bas-peuple. Les textes qui suivent mettent l'accent sur le peuple-classe.

Le monde prend sens de plus en plus, notamment avec l'urgence écologique. Mais le monde ne fait pas société ni de part le sentiment d'appartenance bien qu'ici des progrès soient perceptibles ni de part la citoyenneté. Le phénomène national quoique déclinant n'est pas mort. Dès lors, la question du peuple-classe apparaît au plan national et international notamment au plan continental en termes de solidarité.

Résumons fortement : Si les géographes et historiens sont en capacité de dresser un inventaire des différents peuples ethniques de la planète les spécialistes de science politique définissent eux le peuple légal des citoyens qui recoupe souvent la Nation dans les Etats-Nation alors que les sociologues donnent un contenu au "bas peuple" ou aujourd'hui aux prolétaires. La notion de " peuple-classe " est à l'articulation de la science politique et de la sociologie. Elle se situe entre Nation qui comprend la classe dominante et " bas-peuple " disons les ouvriers et employés mais aussi les petits-paysans. Dans le peuple-classe on trouve les couches moyennes tant salariées que non salariées.

1) La double identité du peuple par AGAMBEN Giorgio

## Plan

### ***I – PEUPLE***

### ***II - PEUPLE ETHNOS / PEUPLE DEMOS***

### ***III - PEUPLE CLASSE : LE CONCEPT*** (page6)

1. Pour une approche du peuple-classe (sur le site d'ATTAC France )
2. Le peuple-classe, ses ennemis et ses contradictions internes
3. Bourgeoisie, peuple-classe, peuple-nation
4. Les indépendants font partie du peuple-classe
5. La petite bourgeoisie et le peuple classe
6. Les frontières du peuple classe

### ***IV – CONTRIBUTIONS D'APPROFONDISSEMENT OU D' APPLICATION***

1. Composition interne et solidarité
2. Questions démocratiques
3. Stratégie, émancipation et souveraineté

## **Formation de la conscience du peuple-classe**

La conscience d'appartenir au vaste cercle du peuple-classe est rare. Elle émerge que dans les défauts de la politique de diversion ou de bouc émissaire des gouvernants.

La notion, à défaut du terme plus précis, a émergé en 2005 face aux élites accrochées au TCE. Cette conscience d'appartenance s'est réaffirmée plus difficilement en 2007 face à N Sarkozy. Il n'est pas aisé de percevoir le peuple-classe plus vaste que le bas-peuple mais différent du peuple légal des citoyens. De plus joue aussi le sentiment d'appartenir à d'autres cercles humains : les travailleurs salariés du privé ou du public, les travailleurs indépendants, le genre (homme ou femme), les gens discriminés de façon raciste, etc...

La notion de peuple-classe apparaît naturellement à la conscience lorsque les élites politiques travaillent très visiblement pour eux et pour la classe dominante et non pour l'intérêt du peuple-classe. Lorsque cette visibilité fait défaut cette notion disparaît au profit du peuple-nation. La ruse du sarkozysme qui tient dans sa politique de la rupture est de combiner affichage de proximité avec la bourgeoisie et stigmatisation d'une fraction de peuple-classe. La politique de bouc émissaire masque l'existence du peuple-classe à ceux qui en font partie dans sa diversité. N Sarkozy ou d'autres membres de son gouvernement vont montrer du doigt, sur la base de la généralisation abusive, une fraction du peuple qui se comporte mal : fonctionnaires en grève, population d'origine étrangère soupçonnée de délinquance fréquente, professions libérales trichant avec l'impôt, agriculteurs trichant avec les subventions, etc. Cette politique de la haine est tout aussi efficace que la politique de diversion vers des activités secondaires tel le foot. Le sport comme la religion est un puissant dérivatif des problèmes politiques quotidiens.

Présentons d'abord la distinction majeure en matière de peuple : Peuple "ethnos" et peuple "demos". Le peuple-classe peut être une composante de l'une ou l'autre de ces deux grandes significations. Ensuite concernant plus particulièrement le peuple-classe, on trouvera d'abord une série de textes de portée générale qui explicite le contenu et les contours du peuple-classe comme concept puis dans un second temps des contributions qui viennent soit approfondir un aspect soit entreprendre une application du concept.

## Section I – PEUPLE

# Il(s) se lève(nt) : Le peuple, les peuples.

[Note pour une définition.](http://www.legrandsoir.info/II-s-se-leve-nt-Le-peuple-les-peuples.html)

<http://www.legrandsoir.info/II-s-se-leve-nt-Le-peuple-les-peuples.html>

Vie des peuples : lutter ou dépérir !

**Le peuple n'est pas défini mais pourtant, il se voit. Autrement dit il n'existe pas de définition a priori ou objective ou en soi du peuple mais seulement une définition subjective, pour soi . En résumé on dira qu'un peuple n'est tel que lorsqu'il lutte. Ce point me semble vérifié sur ces deux versants : d'une part de nombreux textes internationaux (1) relient le mot peuple à l'impérialisme ou au colonialisme par une activité de lutte, d'autre part les juristes de droit international admettent volontiers l'inexistence d'une définition juridique du mot peuple.**

Quelques points sont donc ici à développer.

1 - "Personne ne sait ce qu'est un peuple" dit M Karel Vasak (22 juin 2000). Edmond Jouve spécialiste du Jus cogens auteur notamment d'un Que sais-je ? sur "Le Droit des peuples" reconnaît qu'il n'existe pas de définition juridique du peuple. De ce vide, un parallèle est souvent fait avec le peuple-nation, c'est-à-dire la communauté humaine définie par un Etat-Nation mais c'est trompeur car ce n'est manifestement plus le peuple tel que visé par les textes internationaux produits disons depuis Bandung (1955) ou même avant. Le peuple-nation est une notion abstraite, objet de développements de la part des juristes et philosophes, et liée à la longue construction des Etats en Occident. Le peuple sans adjectif se ramène à du concret.

2 - Le peuple se définit en marchant ! A ce propos Engels est souvent cité : "la preuve du pudding, c'est qu'il se mange". Personnellement, je me souviens d'avoir lu cette phrase, jadis, comme jeune militant du MRAP, sur une brochure de la LCR à propos du conflit sahraoui . Ce qui est évident à une époque peut cesser de l'être ensuite. Dire, comme je l'ai fait récemment, que "le peuple sahraoui existe puisqu'il lutte encore !" est susceptible de débat et d'ailleurs ces débats ont animés une petite partie du MRAP il y a peu. Pourquoi ? C'est qu'à un moment donné il y a ce que l'on peut appeler l'épreuve de vérité, c'est à dire l'épreuve du vote et de la détermination des individus appelés à voter sur la question posée. Un peuple se dresse se donne des représentants d'une façon pas toujours démocratique puis ce peuple se fatigue et décline dans son activité visible mais ses représentants continuent d'agir, notamment en usant abondamment de la rhétorique du peuple. Le peuple breton aspire à... Quel peuple breton ? Un peuple largement assimilé ne lutte plus (comme peuple d'origine) mais pour d'autres causes.

3 - La question du contenu : Un peuple marche en revendiquant. Plusieurs thématiques reviennent de façon récurrente : le territoire, la culture. Les peuples ne sont pas sans histoire. Ils ont même des histoires tragiques. Ils sont durablement attachés à un territoire et à une culture qui l'un et l'autre font l'objet d'une dépossession, d'une domination ou d'une oppression. Ils arrivent qu'ils deviennent peu à peu minoritaires chez eux en droit alors qu'ils sont encore majoritaires en nombre. Autre aspect, ils refusent aussi la dépossession politique et économique. Deux aspects du contenu revendicatif populaire s'entrecroisent ici. Quand un territoire est occupé par une présence étrangère civile et militaire appuyée par la création d'institutions politiques au service de la puissance occupante la résistance populaire se forge. Si les institutions politiques évoluent sous l'effet de la décolonisation vers un transfert au peuple colonisé ( à sa classe politique dirigeante) mais qu'une présence économique forte (firmes transnationales, monnaie étrangère, etc...) continue de s'accaparer les productions du pays alors la résistance va perdurer sous une autre forme contre cet impérialisme. Parfois, le lien

avec le territoire peut être très éloigné pour les fractions de peuples chassées de chez eux et dispersées de par le monde. La culture, le mode de vie, la langue, la religion font alors l'objet d'un entretien spécifique pour passer d'une génération à un autre pour éviter l'oubli et l'assimilation. La culture est un très long combat pour les peuples qui refusent l'anéantissement de leurs pratiques culturelles.

4 - De ces deux points, peuple qui marche et peuple qui revendique ainsi que de l'examen de textes internationaux il apparaît que ce que l'on nomme peuple ce sont les communautés humaines historiques qui luttent contre le colonialisme ou l'impérialisme. La lecture de la Déclaration universelle des droits des peuples de 1976 est édifiante sur ce point. Mais les notions anciennes, façon JJ Rousseau par exemple, qui voit le peuple se révolter contre les dictateurs tout puissants peuvent reprendre de l'actualité avec les révolutions en cours dans le monde arabe, en Tunisie et en Égypte aujourd'hui. Ces révolutions ont en effet deux grandes tâches d'une part virer le dictateur en place et son équipe et d'autre part repousser l'impérialisme des puissances dominantes. Dans les deux cas il s'agit bien de mettre en pratique le droit à l'autodétermination.

5 - Des enjeux apparaissent assez rapidement et quasiment à chaque fois qu'un peuple entreprend de se libérer de structures de dominations. Un premier enjeu est : va-t-il arrêter son combat à l'établissement d'une démocratie libérale minimaliste qui donne le pouvoir économique à une classe dominante qui était déjà là prête à récupérer la révolution à son profit. Autre possibilité : passer d'une dictature à commande externe (impérialisme) à une autre forme de dictature interne de type nationaliste ou religieuse. Mais là le peuple sait qu'il a peut-être sauvé son territoire et sa culture mais qu'il n'aura ni pain ni libertés démocratiques.

6 - De ces enjeux, il faut penser à ajouter un élément à peuple : celui de la vigilance et de la prééminence d'une pensée du peuple orientée vers la ou les perspectives futures. José Echeverría (cité par Edmont Jouve) voit le peuple orienté vers le futur alors que la nation l'est vers le passé. Pour reprendre une autre terminologie : la nation relève de l'institué, du déjà là alors que le peuple relève de l'instituant . Il est en mouvement vers. C'est là un point à développer au-delà de la simple citation pour une définition. Car cette orientation vers l'avenir donne beaucoup de responsabilité aux partis politiques à l'égard des peuples ancrés dans le quotidien des résistances et l'entretien d'un passé et d'une culture. Là une question se pose : La perspective est-elle principalement religieuse avec un substrat de radicalisme politique ou est-elle pleinement politique avec des débats riches sur la perspective socialiste. Si un mélange se fait, comme en Amérique latine par exemple, quelle est alors la place de la perspective socialiste. Quelle est la place des analyses des expériences historiques et quelle est celle de l'invocation répétée d'un Dieu rédempteur avec un guide suprême à mettre en place ? Il ne s'agit pas de dire qu'il faut nécessairement un peuple très instruit pour l'émancipation mais un peuple trop sous emprise idéologique peut se faire manipuler par ses dirigeants et oublier d'achever sa révolution et ses tâches d'émancipation.

7 - Dès lors qu'apparaît de flagrantes inégalités sociales au sein du peuple en lutte il est bon et utile de repérer une classe dominante compradore et de savoir précisément ce qu'elle fait qui elle sert principalement et secondairement. C'est important pour le peuple-classe en lutte. Car lui qui doit être in fine bénéficiaire de ce combat anti-impérialiste qui a tôt ou tard un contenu anti-capitaliste si ce n'est socialiste avéré. Enfin, au regard des différentes expériences révolutionnaires effectuées de par le monde il apparaît que le sort fait au mouvement spécifique des femmes au sein du peuple-classe en lutte est très important.

Notes :

1) [La Déclaration universelle des droits des peuples](#)

Alger, 4 juillet 1976

<http://www.algerie-tpp.org/tpp/pres...>

2) [Le peuple sahraoui existe puisqu'il lutte encore !](#)

<http://amitie-entre-les-peuples.org...>

## **Section I I – PEUPLE ETHNOS / PEUPLE DEMOS**

De quoi parle-t-on lorsque l'on parle de peuple ? L'usage en est varié. Une certaine perception le rattache au petit peuple, aux couches populaires. Mais c'est déjà un choix de signification qui cache la complexité d'une signification riche . On le distingue ordinairement en France de la Nation pour lui donner une épaisseur plus concrète. Mais pour aller plus loin une vieille distinction adoptée par la science politique est mise en avant : l'ethnos se distingue du demos.

### **A - Le peuple ETHNOS**

Il est celui qui partage une culture commune issue de l'histoire. Il a des variantes une ethnique, l'autre religieuse. Mais l'histoire avec ses événements, ses bouleversements - guerres, migrations, révolutions, etc . - a introduit de la conflictualité dans la culture commune. Du moins en France. Autrement dit ce qui est partagé ne l'est pas nécessairement en toute harmonie.

En France il est assez aisé de repérer, même pour un étranger, quelques conflits "identitaires" majeurs. Ainsi pourra-t-on voir un conflit entre la volonté forte d'unité et d'indivisibilité de la Nation et la survivance de quelques cultures "régionales" encore fortes. L'autre exemple à noter est celui de la survivance d'une subculture chrétienne face à une forte culture laïque. La France est un pays marqué tout à la fois - et contradictoirement - 1) par l'esprit de la Révolution de 1789 qui a donné lieu à la perspective d'une révolution non terminée et à tous les courants de transformation de la société (anarchistes, socialistes, communistes, etc.) et 2) par le maintien d'un fil historique pré-révolutionnaire que l'on retrouve dans l'appel à la terre de Méline ou dans le Travail, Famille, Patrie de Pétain ou dans le goût récurrent pour l'aventure coloniale et postcoloniale (discours de Dakar du Président Sarkozy) ou guerrière (Afghanistan).

#### **a) Ethnos d'émancipation ?**

Le peuple "ethnos" n'est pas uniquement celui ancré sur les structures autoritaires faisant tout à la fois appel à un conducator et à la religion sous ses formes les plus réactionnaires. Mais avec la crise, la "montée de l'identité" peut prendre la forme réactionnaire déjà présente tant dans les espaces régionaux (extrême-droite en Bretagne) que dans les replis communautaires religieux ou pour la communauté nationale dans les tentatives de la droite sarkozienne d'instrumentaliser par en-haut l'identité nationale comme d'autres instrumentalisent les pratiques religieuses archaïques aux fins de critique de l'intégration républicaine. L'ethnos peut se marier à une logique émancipatrice, sociale et citoyenne comme le "demos", en revendiquant une France pluriculturelle voire plurinationale pour les cultures ou les peuples dominés - Bretons, Corses, Kanaks, Martiniquais, .... Une perspective sociale et même socialiste peut se couler dans une République faisant sienne le "carré républicain" Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité mais en aménageant le volet "une et indivisible" et en réalisant la formule démocratique quasiment utopique du "gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple". Hypothèse d'école pour l'heure...

#### **b) Ethnos des dominés : victimes ethniques ou sociales et de genre ?**

Il faudrait ici distinguer un ethnos dominant d'un ethnos dominé. Mais c'est là une problématique qui ne se règle pas en quelques lignes. Pour faire court, disons qu'un ethnos dominé mais actif subjectivement et sur un mode démocratique et social ("de gauche") tiendrait une légitimité à l'autodétermination de la dite communauté. Renvoyons ici au débat sur les minorités nationales.

A propos de la burqa, il semble avéré que la constitution de la commission dite Gérin suffisait amplement pour s'interroger sur ce phénomène religieux mineur - soumission passive ou affirmation identitaire religieuse ? - et que le lancement d'un "grand débat" sur l'identité nationale avec le voile intégral pour toile de fond est démesuré et dangereux ; dangereux pour deux raisons : il vient d'en-haut (instrumentalisation forte) et il porte une forte logique

d'exclusion. Si des mesures particulières sont à prendre, nul besoin de mobiliser la Marseillaise, la cocarde et encore moins "la terre" façon Méline.

## **B - Le peuple DEMOS**

Il est celui qui a relativement lâché ses pesanteurs archaïques du passé au profit d'une double orientations : le démos social et le démos démocratique. Risquons une version subjective et militante en distinguant le demos des urnes (citoyen) et le démos de la rue (social) !

**a) Le démos SOCIAL** n'est pas que "la rue" c'est à dire la mobilisation et la lutte de ceux-d'en-bas hors des procédures formelles de la démocratie représentative ou participative .

Le demos social c'est aussi l'état des droits et des garanties protégeant les prolétaires, ceux qui épuisent leur salaire dans le mois ou qui n'épargnent que des sommes modestes en fin de mois (moins de 3000 euros par mois en Europe de l'Ouest). Le demos social existe enfin au titre de représentation du monde servant à l'action. A ce titre il pose une division verticale du peuple toute différente de la division horizontale et territoriale des ethnos et des communautarismes pour qui l'autre est "à côté" ( l'autre département que le 93) ou "dehors" (l'autre communauté). Il se pense soit en terme de couches sociales (vision stratificationniste) soit en terme de lutte de classes sociales antagonistes. Ainsi, la subdivision du peuple entre un peuple-classe et une bourgeoisie nationale relève d'une appréhension du peuple comme démos versus social.

En France la dynamique populaire s'est manifesté sur les deux derniers siècles en terme de conquêtes sociales et démocratiques, en terme de libération, d'égalité, de fraternité et de laïcité, le tout constitutif du "carré républicain". Il a donné lieu peu à peu et dans le conflit à une compréhension particulière de la République comme chose commune ("res communis"), comme gestion publique du bien public . Une compréhension qui a gagné du terrain face à la propriété privée du Code civil de 1804 mais qui bute aujourd'hui à la reprivatisation du monde par le néolibéralisme.

**b) Le démos DEMOCRATIQUE** est celui qui met l'accent sur la volonté de participer au débat et de décider.

Le démos démocratique se comprend dans un cadre national mais aussi dans un cadre post-national (perspective européenne) bien que les réflexions sur ce cadre soient plus complexes. Lire ici Des appartenances aux identités : vers une citoyenneté politique européenne de Margarita Sanchez-Mazas et Raphaël Gély. Voir aussi la table ronde Citoyenneté et institutions européennes de Mouvements 2007 (texte payant sur internet)

Le demos démocratique donne lieu à deux autres variantes, l'une citoyenne avec élection de représentants du peuple, l'autre autogestionnaire où le peuple s'approprie les outils et la gestion des affaires soit dans l'entreprise, soit dans la société. Le demos démocratique est en France le fait historique des forces sociales des différentes composantes de la gauches. C'est contre la vision restrictive des libéraux que la démocratisation s'est effectuée. Ce processus est aujourd'hui bloqué par le néolibéralisme.

Extrait de "Quand le peuple "demos" supplante difficilement le peuple "ethnos".

## **Section III - PEUPLE CLASSE : LE CONCEPT**

Six textes permettent de cerner le contenu et la frontière du peuple-classe.

Premier texte.

### **Pour une approche du peuple-classe**

Le peuple ne figure pas dans le dictionnaire altermondialiste "Le Petit Alter". La définition que l'on trouve dans les interventions - quand on en trouve - est variable. Celle des juristes de droit international ne correspond pas à toutes les situations où le terme est employé. Bref il existe un manque aussi bien dans ATTAC qu'au MRAP (alors que le terme peuple figure dans son intitulé). Mais ce n'est pas la seule raison de ce lancement de réflexion sur ce thème. Il s'agit de tester et développer la pertinence d'une nouvelle définition, ou du moins pour être moins prétentieux, d'une nouvelle approche.

Cette approche du peuple en tant que quasi classe sociale ou comme classe sociale plurielle me vient à la fois de réflexions militantes issues du MRAP et des lectures diverses, certaines remettant en cause la notion de classe sociale - Patrick Tort, Gérard Duménil - d'autres admettant un flou dans la délimitation des classes au profit de la lutte et du rapport de conflictualité. C'est là une lecture que j'ai fait du Marx intempestif de Daniel Bensaïd qui me paraît pertinente, notamment pour saisir le rôle particulier des fonctionnaires, non seulement comme classe pour soi mais aussi, sans messianisme outrancier, comme classe en lutte globalement pour la défense d'une société politique d'intérêt général et de satisfaction des besoins sociaux non pervertis par la main invisible du marché, par la logique marchande.

Pour cerner la notion de peuple classe sociale il faut d'abord porter une appréciation critique de la notion de citoyenneté qui fonctionne comme obstacle épistémologique à la notion de peuple-classe.

### **A - DERRIERE L'AMBIGUÏTE DE LA CITOYENNETE**

Pour comprendre la portée cachée du peuple classe il faut d'abord admettre l'ambiguïté de la citoyenneté. La citoyenneté institue le lien juridique entre le peuple et la nation, entre le peuple et les élus. Ce pont masque aussi un fossé, une distance et même un rapport social conflictuel. La citoyenneté fait aussi écran à la séparation de la société civile et de l'Etat, du peuple et de l'Etat.

#### **a) La citoyenneté entre participation et dépossession**

Contre une vision unilatérale je pose la citoyenneté comme ayant deux faces comme Janus. La face lumineuse est celle qui fait passer une communauté humaine au statut de peuple politique via le droit de vote. Ce faisant c'est l'égalité de chaque citoyen au travers de la règle un homme = une voix, une femme = une voix qui est promue. C'est là une conquête historique à ne pas sous-estimer. Pour autant il ne s'agit pas de la survaloriser, de la fétichiser.

Ainsi les résidents extracommunautaires qui n'ont pas de droit de vote et de citoyenneté font bien partie du peuple alors que des dirigeants politiques ou de grandes firmes multinationales disposant de la citoyenneté n'appartiennent pas au peuple. C'est là une première approche du peuple-classe qui opère une distinction entre peuple et nation. Par ailleurs, dans la démocratie libérale, la citoyenneté n'est activée qu'un laps de temps, celui du vote et par extension le

temps de la campagne électorale (du moins lorsque les dites campagnes mobilisent l'attention populaire!) Autant dire alors que la citoyenneté a aussi une face sombre, celle qui permet le passage ambigu du peuple concret à la nation abstraite, englobante et mystificatrice ; passage qui masque les conflits de classes sociales ; passage qui masque le rapport social entre les élus, les élites politiques qui représentent le peuple devenu nation et qui par ce biais monopolise l'activité politique. En ce sens, la citoyenneté telle qu'elle est organisée par la démocratie libérale assure plus la dépossession du peuple et des citoyens que leur participation au destin commun. La face lumineuse est célébrée, la face sombre continue de faire l'objet de recherche critique et scientifique. En fait la citoyenneté dans ses modalités engage une conception de la démocratie.

### **b) De la nécessité de rapporter la citoyenneté au type de démocratie réellement organisée**

Le terme démocratie est galvaudé, pétri d'idéologie (1). Pour être bref, l'erreur la plus courante consiste à confondre le processus démocratique (la démocratisation d'une société et de ses institutions) et la configuration démocratique existante (démocratie libérale) ou revendiquée à gauche (démocratie socialiste, démocratie prolétarienne, alterdémocratie) ou à droite (post-démocratie, gouvernance). Cela vise à masquer des différences radicales et donc des changements importants à enclencher pour changer de configuration démocratique. Car la démocratie libérale est fondamentalement d'essence très restreinte.

La démocratie libérale s'accommode d'un usage restreint de l'activité citoyenne limité à la votation après s'être longtemps accommodé d'un vote masculin, d'un vote censitaire, d'un vote des nationaux. Dans une version moins restreinte que l'on nomme démocratie participative conçue comme complémentaire à la démocratie représentative les citoyens sont autorisés à participer à des processus souvent très localisés (le quartier) de débats et de décisions. La démocratie libérale reconnaît les conflits de classe à sa manière en permettant la grève et les manifestations. Cet ensemble le plus avancé ne forme qu'une démocratie rabougrie eu égard au champ d'intervention comme au temps consacré. Rien à voir avec l'alterdémocratie ou l'autre démocratie ( ).

## **B - LE PEUPLE-CLASSE ENTRE OBJET ET SUJET POLITIQUE**

Le peuple classe n'est plus ici envisagé comme objet des politiques diverses de la classe politique mais comme sujet de son auto-émancipation politique et sociale car conçu comme inséré dans un rapport social de domination sous couvert de démocratie représentative.

### **a) Le peuple classe entre notion très englobante et individualisation**

Le peuple classe se distingue du peuple-nation des Etats nation. Dans certains Etats comme l'Espagne on considère qu'il y a plusieurs peuples . La notion de peuple recouvre alors une autre dimension qui ne fait pas l'objet de mon propos. Pour le dire sommairement on a des peuples-nations qui se heurtent à la domination d'un Etat central. La dimension de classe disparaît ici relativement au profit de sa dynamique historico-culturelle.

La sociologie contemporaine a poursuivi au plan de la théorie le travail de réhabilitation de l'individu. Même les courants marxistes ont abondé dans ce sens mais sans cependant faire l'apologie de l'individu isolé, en quelque sorte "hors sol", comme totalement dégage des rapports sociaux qui structurent le temps et l'espace de la société civile. C'est heureux car dans le même mouvement la dictature de la finance a, elle, poursuivi son travail d'individualisation fragilisante face aux crises qu'elle suscite.

## **b) Le peuple classe est tel car il subit et s'affronte à .**

C'est par facilité de langage que l'on parle de dictature de la finance, car la formule omet de dire qu'une classe sociale est bien soudée pour la défense de ses privilèges. On parlera d'oligarchie financière ou de bourgeoisie selon le spectre plus ou moins large de cette classe sociale active en matière de développement des politiques néolibérales. On sait que ses membres agissent au sommet des grandes sociétés transnationales (STN) mais aussi dans les entreprises de moindres envergures néanmoins inscrites sur les marchés boursiers et des grandes institutions mondiales (OMC, FMI, BM) ou continentales (UE), dans les lobbies patronaux, de destruction des collectifs.

Notes :

- 1) "Les peuples se décomposent en meutes, les classes en masses." écrit Daniel Bensaïd dans *Eloge de la politique profane*
- 2) L'idéologie démocratique Jean-Jacques LAKRIVAL  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article114>

% -----

Second texte

## **Le peuple-classe, ses ennemis et ses contradictions internes**

Ce texte est la suite du texte « Pour une approche du peuple-classe »  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article408>>

Entre la Nation, notion englobante, le plus souvent faite chose de la bourgeoisie, et la classe ouvrière au sens étroit du terme, calé sur la catégorie "ouvrier", classe morte de solo ouvrieriste dans ses luttes, on peut repérer deux entités sociologiques mobilisables situées à deux niveaux différents : le Travail et le peuple. Le peuple-classe est une catégorie politique située entre le prolétariat (au sens large - working class) et la Nation. Qu'il s'agisse du Travail ou du peuple-classe, une tâche syndicale est toujours à mener pour réaliser l'unité, unité des prolétaires - ceux et celles qui vendent leur force de travail pour vivre - et unité du peuple face aux dominants. L'autre combat à mener porte sur l'internationalisme (mot ambigu) au sens d'une part de "prolétaires de tous les pays unissez-vous !" et "peuples de tous les pays unissez-vous", ce que Samir Amin nomme "l'internationalisme des peuples" (1).

### **A - Les ennemis du peuple-classe**

Classe sociale ou dispositifs abstraits, ils s'opposent à son émancipation.

#### **a) Le capital national et international ou mondial**

Le capital est un rapport social qui oppose les travailleurs (le Travail) et les propriétaires des moyens de production et d'échange (le Capital). Il s'agit ici du capital opposé au travail. Il peut

s'agir, en termes de champ d'activité, du capital financier ou du capital productif industriel ou du capital commercial (sociétés spécialisées dans l'échange marchand, la circulation marchande des biens et services. Sous le terme de capital on entend non seulement le conseil d'administration des grandes sociétés transnationales ou des firmes multinationales mais aussi le patronat des entreprises nationales.

### **b) Les représentants du capital**

Ils sont actifs dans le champ politique ou au sein de la société civile . Les élus de droite et même les élus de gauche peuvent servir les intérêts du patronat. Même quand les élus ne sont pas de façon durable au service du capital ils sont en situation d'extériorité par rapport au peuple. Il y a un rapport social de soumission entre les élus et le peuples dont la citoyenneté sert de rideau de fumée. Dans la société civile face aux syndicats de salariés ou aux élus qui font les lois, le patronat dispose pour mener sa lutte de classe de façon offensive, d'outils efficaces. En France ce sera le MEDEF. En Europe et dans le monde les capitalistes disposent de lobbies puissants. Enfin, le capital peut compter aussi sur de nombreux organes de presse comme gros appareils idéologiques d'influence.

### **c) L'Etat au service de l'intérêt général du capitalisme**

C'est surtout l'Etat capitaliste qui constitue l'outil le plus performant pour assurer les intérêts supérieur du capital au-delà de tel ou tel intérêt particulier capitaliste. Notamment en temps de crise, c'est l'Etat et ses appareils qui assure la restructuration du capital en éliminant les "canards boiteux" au profit du capital fort au détriment des salariés et des créanciers. L'Etat doit stratégiquement se présenter comme neutre et arbitre entre les classes et entre les différents secteurs du capital. Sa principale tactique pour régner est d'user de la division, des multiples sectorisations possibles de sa politique pour empêcher l'unité du prolétariat et plus largement du peuple contre le capital. Pour satisfaire sa mission il procède soit par consentement (carotte) soit par répression (bâton). Pour user du consentement il peut donner partiellement satisfaction (grain à moudre au temps où l'Etat social est relativement possible) ou il joue de l'idéologie et du sécuritaire. Il peut aussi s'appuyer sur le nationalisme tantôt le national (Ministère Hortefeux), tantôt le petit (le communautarisme religieux peut remplacer le "social" du service public) ou le moyen (ONG défendant le caritatif et s'inscrivant dans l'accompagnement social du capitalisme).

## **B - Les contradictions internes du peuple-classe**

Elles font obstacle à la constitution d'un peuple pour soi, candidat à l'hégémonie et à l'alterdémocratie.

Le peuple-classe est une quasi-classe. Il est hétérogène. Deux grandes configurations de clivage interne sont repérables. Contradictions qui lorsqu'elles sont fortes relativisent la notion même de peuple-classe. Car le peuple-classe connaît des clivages internes qui peuvent être durs.

### **a) Le rapport d'encadrement et de commandement**

Le petit patronat produisant pour un marché local - que je place au sein du peuple-classe - comme l'encadrement salarié supérieur sont dans un rapport social secondaire d'exploitation beaucoup plus perceptible par les travailleurs salariés.

\*Dans les petites entreprises de peu de personnes produisant pour un marché local\* le patron peut se montrer dur en terme d'exploitation des salariés. Mais, en fonction de l'objet du conflit les patrons de ces petites entreprises peuvent à la fois être du côté de l'exploitation et du côté

de l'émancipation. Plus le conflit est extérieur à l'entreprise et plus le petit patron apparaîtra comme faisant partie du peuple-classe. Il en va de même pour les artisans (au sens historique du terme différent du droit commercial) qui ne sont pas des capitalistes mais des indépendants.

Au titre des contradictions secondaires il faut aussi faire place à l'encadrement supérieur dans les grandes unités de production de biens ou de services, tant dans le public que dans le privé. L'encadrement supérieur est entre le marteau et l'enclume, tantôt partie soumise du peuple donc soumis comme le reste du salariat aux diktats de la finance et des politiques néolibérales, tantôt en position de classe d'appui de la bourgeoisie et donc contre les travailleurs salariés privés ou public.

Pour se dégager de l'emprise de soumission du salariat au capital il y a d'abord la reconnaissance des conflits de classe dans l'entreprise et la société civile qui devrait déboucher sur le développement d'un réel code du travail protecteur accompagné d'un service public de contrôle suffisamment développé (je renvoie aux arguments de Gérard Filoche sur ce sujet) . Il y a aussi la reconnaissance du fait syndical mais aussi du syndicalisme interprofessionnel. Pour réellement sortir le salariat de la soumission du capital il faut abolir le capital comme rapport social et envisager clairement le passage au socialisme (2), un néo-socialisme (3) pas celui du stakhanovisme soviétique. La démocratisation dans l'entreprise n'est pas une utopie pour qui envisage d'aller vers le socialisme. Il en va de même de la démocratisation hors du politique strictement entendue par élargissement de l'intervention citoyenne dans les grands choix de production à des niveaux territoriaux conséquents.

#### **b) La soumission au patriarcat et la soumission au marché**

D'autres rapports sociaux internes clivent le peuple ; le genre autrement dit les rapports hommes-femmes et le rapport du consommateur-salarié à l'acquisition de biens et services sur un marché.

- **Le patriarcat** est une organisation de la société fondée sur la famille conçue comme naturellement hiérarchisée à partir de la prééminence du père. Cette configuration s'est modifiée au cours des siècles. Par endroit elle s'est atténuée, dans d'autres elle s'est renforcée. Mais elle perdure sous le capitalisme qui lui met l'entreprise productive au centre de ses dispositifs de soumission. Dans ce cadre les femmes sont plus en position de soumission et d'exploitation que les hommes quasiment partout dans le monde. Point à développer.

- Une autre distinction traverse le salariat et le peuple c'est celle qui porte non sur les rapports sociaux de production mais sur **la capacité d'accès au marché des biens et services**, donc le pouvoir d'achat dans la sphère de la circulation marchande. Elle distingue celui ou celle qui épuise intégralement son salaire (ou son revenu) mensuel chaque mois de celui qui est chaque mois en capacité de dégager un excédent pour l'épargne. Le montant est variable suivant la composition de la famille. Certains auteurs nomment "prolétaires" les seuls salariés qui non seulement vendent leur force de travail pour vivre mais épuisent leur salaire à la reproduction de la force de travail et à l'entretien de la famille. Les prolétaires - au sens étroit du terme- sont très handicapés pour l'achat d'un logement, même de qualité médiocre, alors qu'il s'agit bien essentiel à la vie car ce bien très coûteux au regard de la capacité d'épargne nécessaire.

Là aussi la lutte commence par revendiquer une inversion de la dynamique masse salariale-profits avec une règle impérative qui fixe non seulement un revenu minimal indexé mais aussi un revenu maximal. Vive l'extinction du rentier hyper-riche qui ne sait plus que faire de ses richesses financières sinon accumuler des résidences de luxe aux quatre coins de la planète. La lutte se poursuit par la restriction de la sphère du marché et l'accroissement de celle des services publics et de l'appropriation publique. Mais là encore les changements décisifs ne pourront se réaliser que sous le socialisme en lien avec un alter-développement.

Notes :

- 1) L'internationalisme des peuples par Samir AMIN  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article447>
- 2) En finir avec ce capitalisme, ouvrir des perspectives vers le socialisme  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article434>
- 3) Vers un néosocialisme vert : Etendre le marché ou le circonscrire ?  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article354>

%

Troisième texte.

## **Bourgeoisie, peuple-classe, peuple-nation.**

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article473>

Parler de bourgeoisie nationale par rapport au peuple-classe permet de recentrer le regard sur la structure de classe de la société. Ce qu'une certaine lecture, notamment celle faisant appel à Gramsci et à la notion de bloc hégémonique (1) - qui possède aussi sa pertinence dans certains champs d'analyse - tendrait à effacer à tort .

### **A - Le cercle étroit de la bourgeoisie**

Adopter une définition stricte de la bourgeoisie permet de relativement se dégager de certaines compréhensions élargies de cette classe, voire idéologico-polémiques sur "les bourgeois" (ou petit-bourgeois) comme par exemple être bourgeois sans être capitaliste simplement comme acteur de la perpétuation de "l'ordre bourgeois". Cette compréhension là peut en effet élargir excessivement la classe dominante bourgeoise .

Pour éviter pareille extension, très floue au demeurant, il ne manque pas d'analystes qui recentrent la définition sur un usage plus "scientifique" du mot bourgeois . Ce qui n'empêche pas d'ignorer la complexité d'une classe dominante. Ainsi, Claude Serfati utilise le terme de bourgeois pour unir les propriétaires capitalistes (petits ou grands) attachés à la sauvegarde de la propriété des moyens de production et le premier cercle d'appui constitué des très hauts cadres d'entreprise. Il y a donc bien un noyau dur bourgeois auquel s'ajoute une sorte de "bourgeoisie de fonction".

L'accord s'est réalisé chez les participants à l'ouvrage "Bourgeoisie : état d'une classe dominante" (Syllepse) pour ne pas abuser de cet élargissement en "descendant" trop dans l'encadrement. Comme Suzanne De Brunhoff souligne que les salariés à "stock-options" sont une infime minorité. La classe bourgeoise dominante est une classe sociologiquement étroite mais politiquement puissante, notamment via les gouvernements étatiques et les instances de gouvernances les plus diverses.

## **B - Quid des cadres supérieurs ?**

Les cadres de niveau supérieur aux techniciens ne sont pas des membres de la bourgeoisie mais du peuple-classe. Ils ont néanmoins une position particulière dans le salariat, notamment en terme de commandement (2), de capacité de pouvoir d'achat et de reconnaissance sociale, qui les rapproche de certaines professions libérales et qui les distingue des techniciens et a fortiori des employés et ouvriers mais ils restent des travailleurs salariés. Ils doivent vendre à un capitaliste (ou à l'Etat) leur force de travail pour vivre. Ils font partie de "ceux d'en bas" quoique dans les couches moyenne-supérieures.

Leur capacité d'épargne peut faire qu'ils soient à la fois salarié et actionnaire de leur entreprise ; ce qui peut générer une certaine schizophrénie du fait qu'ils peuvent vouloir deux choses contradictoires : l'augmentation du profit et l'augmentation des salaires. Les syndicalistes savent que ce ne sont pas ces couches sociales que l'on retrouve dans les luttes pour inverser la tendance à l'augmentation de la part du profit par rapport à la masse salariale.

Politiquement, ce sont des couches sociales au sein du salariat les plus sensibles au discours d'une élite gestionnaire d'un ordre social existant "plus juste" ; mais ils peuvent très bien effectuer un léger déplacement et voter pour un programme social-démocrate fondé sur une politique néo-keynésienne. Ce qui n'est pas rien en terme de bloc social constitué contre les libéraux (ultra-libéraux et sociaux-libéraux).

## **C - Le curseur est nécessaire mais sa position exacte peut faire débat**

J'ai mis le curseur de séparation bourgeoisie / peuple-classe sur bourgeoisie nationale mais j'aurais pu descendre le curseur en excluant la bourgeoisie infra-nationale qu'elle soit marchande, industrielle ou financière. Il y a là matière à débat. L'essentiel est de réhabiliter une structuration de classe qui intègre au noyau dur de la grande masse des travailleurs salariés avec les travailleurs résidents non nationaux, les paysans et autres indépendants mais qui exclut la bourgeoisie interne et non pas seulement la bourgeoisie externe voire la seule bourgeoisie des USA vue comme bourgeoisie mondiale.

Si l'on veut mettre le rapport de domination entre l'ensemble des résidents ou plus exactement des citoyens face à une domination extérieure, c'est tout à fait possible mais il sera alors plus honnête et rigoureux de parler de peuple-nation.

Notes ajoutées postérieurement :

- 1) Pour une application récente de Gramsci, mon commentaire :  
Quel sujet et quel trajet vers le néo-socialisme selon Thomas Coutrot ?  
<<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article474>>  
Note sur une intervention au séminaire d'Utopia de Thomas COUTROT intitulée  
"Comment sortir du capitalisme ? Vers un socialisme civil."
- 2) Dans "Le peuple-classe, ses ennemis et ses contradictions internes" il était déjà pointé  
l'existence d'un rapport d'encadrement et de commandement au sein du peuple-classe.  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article453>

\*« Le rapport d'encadrement et de commandement »

Le petit patronat produisant pour un marché local - que je place au sein du peuple-classe - comme l'encadrement salarié supérieur sont dans un rapport social secondaire d'exploitation beaucoup plus perceptible par les travailleurs salariés.

Dans les petites entreprises employant peu de travailleurs produisant pour un marché local le patron peut se montrer dur en terme d'exploitation des salariés. Mais, en fonction de l'objet du

conflit les patrons de ces petites entreprises peuvent à la fois être du côté de l'exploitation et du côté de l'émancipation. Plus le conflit est extérieur à l'entreprise et plus le petit patron apparaîtra comme faisant partie du peuple-classe. Il en va de même pour les artisans (au sens historique du terme différent du droit commercial) qui ne sont pas des capitalistes mais des indépendants.

Au titre des contradictions secondaires il faut aussi faire place à l'encadrement supérieur dans les grandes unités de production de biens ou de services, tant dans le public que dans le privé. Il est entre le marteau et l'enclume, tantôt partie soumise du peuple donc soumis comme le reste du salariat aux diktats de la finance et des politiques néolibérales, tantôt en position de classe d'appui de la bourgeoisie contre les travailleurs salariés privés ou publics.

Pour se dégager de l'emprise de soumission du salariat au capital il y a d'abord la reconnaissance des conflits de classe dans l'entreprise et la société civile qui devrait déboucher sur le développement d'un réel code du travail protecteur accompagné d'un service public de contrôle suffisamment développé (je renvoie aux arguments de Gérard Filoche sur ce sujet) . Il y a aussi la reconnaissance du fait syndical mais aussi du syndicalisme interprofessionnel. Pour réellement sortir le salariat de la soumission du capital il faut abolir le capital comme rapport social et envisager clairement le passage au socialisme, un néo-socialisme pas celui du stakhanovisme soviétique. La démocratisation dans l'entreprise n'est pas une utopie pour qui envisage d'aller vers le socialisme. Il en va de même de la démocratisation hors du politique strictement entendue par élargissement de l'intervention citoyenne dans les grands choix de production à des niveaux territoriaux conséquents. Fin citation

\*"Qu'est-il advenu de la classe capitaliste ?" par Alain BHIR et Jean-Marie HEINRICH

Extrait issu de "La néo-social-démocratie ou le capitalisme autogéré" p 89 Ed L e Sycomore 1979 par Christian Delarue

<http://bellacio.org/fr/spip.php?article28356>

%

Quatrième texte.

## Les indépendants font partie du peuple-classe

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article499>

### **Le travail indépendant à la marge du mode de production capitaliste.**

ATTAC défend parfois la petite production marchande artisanale contre la production industrialisée des firmes multinationales. Dans la mesure où le petit commerce local et la petite production locale subissent la logique des forces puissantes du néolibéralisme les indépendants peuvent reprendre à leur compte les propositions d'ATTAC. Mieux, dans certains domaines ce sont eux qui portent des propositions alternatives (commerce équitable, agriculture paysanne non productiviste, etc.). Mais qui sont les indépendants ?

Les indépendants forment l'essentiel de ce que les marxistes nomment petite-bourgeoisie, une catégorie encore plus complexe que celle des indépendants. Certains intègrent parmi la petite-bourgeoisie, outre les indépendants, les managers, les cadres supérieurs de commandement. Pour cela ils élargissent l'analyse en intégrant d'autres paramètres au-delà de la simple structure statique des classes sociales. Parler des seuls indépendants est plus simple.

La place du "travail" indépendant ne semble pas très importante (1) Ce qui ressort sous la terminologie d'indépendance c'est l'extrême diversité des situations (3) mais une unité par différence avec le salariat (2) et un rapprochement avec le "petit capital" (4).

## **I - LA PLACE DE L'ACTIVITE INDEPENDANTE**

### **a) Les travailleurs indépendants font - en principe - partie du peuple-classe**

Le peuple-classe est constitué d'une part de l'immense masse du salariat (à l'exception de l'infime minorité de "faux salariés" qui sont surtout des directeurs de grandes entreprises et des rentiers de haut niveau) et d'autre part des travailleurs indépendants. Là aussi, il y a matière à distinctions car certaines professions indépendantes – avocats d'affaire, chirurgiens en clinique, etc... - sont de par l'importance des revenus perçus une couche d'appui avérée de la classe dominante. A tel point qu'il soit envisageable de les sortir du peuple-classe soit pour les placer soit dans un entre-deux nommé " petite-bourgeoisie ", soit en les intégrant carrément dans la bourgeoisie. Le débat est ouvert ici. Ce qui les distingue des hauts salariés dirigeants de grandes entreprises c'est qu'ils n'ont pas un grand pouvoir de contrainte et de subordination contre les travailleurs salariés.

### **b) La place des indépendants dans les pays du Nord**

De nouveaux métiers indépendants apparaissent mais la tendance lourde à la baisse provient de la chute continue du nombre de paysans dans les pays du centre, les pays de la Triade Amérique du nord, Europe, Japon. Avec l'extension du capitalisme et la prolifération des entreprises capitalistes de par le monde on peut faire l'hypothèse d'une extension sans précédent du salariat et des rapports sociaux capital/travail.

### **c) Leur place plus importante dans les pays de la périphérie**

Le travail indépendant est plus important dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Mais là encore il faudrait distinguer les pays très pauvres des pays en pleine croissance. Dans les pays du sud, la part de la paysannerie, de l'artisanat et du petit commerce est plus grande que dans le nord même si le salariat a augmenté en nombre avec l'implantation des firmes transnationales. L'influence des entreprises capitalistes installées dans les villes du tiers-monde ne se remarque pas seulement par des murs d'usine et de bureau mais aussi par des rapports sociaux capital/travail qui lui sont consubstantiels. Les paysans migrent de la campagne vers la périphérie des villes, pour devenir salariés, souvent des travailleurs pauvres dans les bidonvilles.

## **II - DEFINITION PAR CE QU'IL N'EST PAS**

### **a) Le travail indépendant est surtout non salarié**

Le "travail indépendant" est favorisé par les gouvernements. C'est une politique "d'aide à la création d'entreprise" qui s'appuie sur le rêve courant de travailler sans patron donc sans être pris dans un rapport de subordination. Au premier abord, il s'agit donc bien d'éviter le travail salarié fondé sur l'exploitation de la force de travail c'est à dire l'extorsion de la plus-value. Passer du travail (salarié) à l'activité autogérée n'est pas si facile aussi bien en période de crise qu'en période de croissance. Le salariat représente de 80 à 90 % de la population des pays capitalistes développés.

### **b) Le travail indépendant ne se rapporte pas à l'activité des spéculateurs ?**

Dans l'immense majorité des cas la réponse est affirmative. Mais la spéculation financière n'a nul besoin de grosses unités pour exercer ses activités parasitaires. La spéculation s'exerce très bien "en libéral".

La crise financière a suscité au sein du gouvernement et notamment chez le chef de l'Etat français un mouvement critique à l'encontre des spéculateurs au profit des entrepreneurs. La crise financière a permis à la droite et chez les sociaux-libéraux de distinguer un bon capitalisme d'un mauvais. La séparation est plus idéologique que réelle. Il existe néanmoins une majorité d'entrepreneurs indépendants qui sont des non spéculateurs (ou de façon très occasionnelle, de façon non professionnelle et massive).

### **III - L'EXTREME DIVERSITE DES ACTIVITES INDEPENDANTES**

Par ailleurs, le travail indépendant recouvre plusieurs réalités. Les syndicats de salariés se sont intéressés aux travailleurs sous contrat commercial étroitement dépendant des ordres d'une entreprise donneuse d'ordres. Ici c'est la pseudo indépendance qui est critiquée. Vue de loin, ces indépendants ne sont pas exploités par le capital, ils pratiquent une activité autonome. A l'analyse fine de la situation il en est autrement. De plus en plus d'indépendants travaillent dans le cadre d'une chaîne ou d'une enseigne (restauration, boulangerie, coiffure...).

S'agissant du travail réellement indépendant, il convient de distinguer les activités d'agriculture qui se distinguent du travail artisanal et surtout de l'activité de "profession libérale". Là encore, le travail du paysan ou du fermier n'est pas celui du gros propriétaire de la Beauce. En fait un monde les sépare, même si les uns et les autres continuent de se syndiquer dans le même syndicat, qui défend principalement les gros propriétaires terriens. La naissance de la Confédération paysanne a fait bouger les choses mais les pesanteurs subsistent. Il y a aussi le développement des petits métiers de survie : musiciens dans le métro ou ailleurs, vendeurs de journaux dans le métro ou dans la rue type Le Monde, vendeurs de journaux type Macadam, vendeurs de posters, jouets, gadgets dans le métro ou dans la rue - réalité probablement plus sensible à Paris, mais significative et bien réelle.

S'agissant des professions libérales, on différencie en général les professions libérales dites "réglementées" de celles "non réglementées". Les professions libérales "réglementées" les plus connues : architectes, avocats, médecins. Elles nécessitent une immatriculation dans un ordre ou organisme professionnel. Les activités des médecins sont étroitement encadrées et financièrement dépendantes de la sécurité sociale, mais certains médecins spécialisés du privé perçoivent de très hauts revenus alors que les médecins du public gagnent plus modestement leur vie. Les indépendants d'autres professions de santé (infirmiers, kiné, etc...) interviennent dans le cadre de prescriptions pour une prestation définie. Les infirmières gagnent peu au regard des tâches pénibles à accomplir aux côtés de médecins motivés par l'appât du fort gain.

La catégorie des professions libérales "non réglementées" regroupe toutes les professions qui exercent une activité ni commerciale, ni artisanale, ni industrielle, ni agricole et qui n'entrent pas dans le domaine des professions libérales réglementées. Il s'agit des consultants, formateurs, experts, traducteurs et documentalistes. S'agissant des revenus perçus, il importe de pointer l'existence de grandes fortunes de certains (médecins du privé spécialisés, certains notaires, indépendants de l'immobilier etc...) mais de revenus plus modestes chez d'autres : petits paysans, petits artisans. Ce sont les indépendants les plus modestes qui endurent une forte pénibilité du travail. Mais il s'agit quand même cependant d'une pénibilité constructive de la personnalité ; ce qui n'est beaucoup moins le cas des travailleurs salariés qui connaissent bien souvent une souffrance aliénante au travail (souffrance qui s'ajoute à l'exploitation spécifique du travail salarié).

### **IV- VERS LE "PETIT CAPITAL"**

Le travail indépendant ne reste pas nécessairement dans le cadre d'une entreprise unipersonnelle. Il peut déboucher sur une petite unité capitaliste, ce que l'on nomme le "petit capital". Dans ces petites entreprises les conditions de travail des salariés dépendent beaucoup du statut et du style de direction du chef d'entreprise. Les entreprises coopératives non

tournées vers le profit semblent fournir de meilleures conditions de travail aux salariés mais la règle n'est pas absolue. La tendance est à la recherche de la rentabilité maximale. J'ai eu des échos de harcèlement dans une biocoop rennais. Ce n'est pas une exception. En fait ce serait plutôt la présence syndicale qui garantirait de meilleures conditions de travail. Mais cette présence est réservée aux grosses entreprises et à elle seule elle ne garantit pas tout. Encore faut-il des syndiqués et des syndiqués actifs, combattifs.

#### Conclusion

En fait le travail est intimement lié au capital qu'il soit petit ou grand. Pour reprendre les termes de M FREYSSNET, le travail est une "invention du capitalisme". Il importe dès lors de ne pas le confondre avec les autres activités fussent-elles pénibles. Jean-Marie HARRIBEY (2) a procédé à une étude de clarification utile sur ce point.

Enfin, pour aborder la question des mentalités différentes issues de situations différentes, demandez les revendications d'un indépendant ou d'un petit patron, ce ne sera pas l'intensité ou la pénibilité de son activité, ni la longueur du temps qu'il passe dans son étude ou son cabinet ; non ce sera le montant de ses impôts.

#### Notes :

1. Freyssenet M., "L'invention du travail", in Futur antérieur, n°16, 1993/2, pp 17-27. Édition électronique, 1993. Freyssenet M., "Historicité et centralité du travail", in Jacques Bidet, Jacques Texier (dir.), La crise du travail, PUF. Paris, 1995, pp 227-244.

2. sur le web cherchez : "Travail, emploi, activité : essai de clarification de quelques concepts" par Jean-Marie HARRIBEY

%

#### Cinquième texte

### **La petite-bourgeoisie et le peuple-classe**

Rebond sur un texte « austérité en Europe » publié sur bellacio le 16/8/2010 qui évoque surtout la politique salariale en France et qui pose une vision de couches et de classes différente de la mienne.

Une question est posée par l'auteur : Existe-il une petite bourgeoisie ? Quel est son contenu ? Pour certains c'est tout juste si la bourgeoisie existe d'autres la reconnaissent comme classe dominante mais ne s'attarde pas à définir une haute bourgeoisie ou une petite bourgeoisie. Le terme « petite bourgeoisie » pourtant objet de recherche rigoureuse dans un cadre marxiste (1) n'est plus guère en usage à cause de son emploi populaire stigmatisant : le petit-bourgeois est celui qui « copie » la bourgeoisie. Le terme est vulgairement rabattu sur une mentalité bourgeoise ou petite-bourgeoise. On critiquera ainsi « le matérialisme petit-bourgeois » mais le plus souvent en ignorant ce qu'est la petite bourgeoisie. Du coup on préfère parfois l'emploi de termes flous comme multitude ou humanité-classe pas très satisfaisants.

Sur ce questionnement de l'auteur je pose mes propres questions : Est-elle sur la frontière du peuple-classe ou entre peuple-classe et bourgeoisie? La réponse est les deux ! Au lieu de prendre le SMIC revendiqué comme base ainsi que je l'avais fait ailleurs, je vais conserver le SMIC actuel comme elle le fait.

Ce qui est complexe mais non étudié ici c'est le fait familial : un revenu pour soi, pour deux, pour une famille. Cela modifie la subjectivité prolétaire comme l'objectivité de la fin de mois difficile : 3000 par mois pour cinq peut donner en fin de mois la même chose que 2000 euros pour soi. Pour le smicard la perception d'être prolétaire à 3000 euros n'est pas évidente. Ce qui est sur c'est qu'à trois fois le SMIC (3900 euros) par mois on ne saurait se dire prolétaire (sauf à entretenir plusieurs familles en plein Paris). Il y en a qui veulent absolument passer pour des prolétaires et d'autres qui veulent absolument payer l'impôt sur les grandes fortunes dit aujourd'hui ISF.

## **I - Qu'est ce que la petite-bourgeoisie aujourd'hui ?**

La petite-bourgeoisie ne concerne pas que les travailleurs indépendants ni même tous les indépendants, sans doute pas les indépendants qui sont aussi prolétaires à moins de 2600/3000 euros par mois. Il y a là une explication qui mixte stratification sociale et rapport de classe. Assurément un certain niveau de revenus mensuel élevé la détermine mais cela n'épuise pas le débat.

L'altermarxisme mélange approche stratificationniste et approche de rapport social contradictoire. Le rapport capital/travail reste toujours structurant tant pour le partage masse salariale / profit (ainsi que l'auteur le souligne comme summa divisio) que pour l'imposition des contraintes aux employés et aux non employés restant sans travail rémunéré salarié ou non salarié. Mais avec la montée de l'austérité économique mais aussi avec les politiques pro-cadres supérieurs et anti-populaire la contradiction secondaire prend de l'importance.

## **II - La composition sociale du peuple-classe**

### **1° Le "bas peuple" soit les pauvres et les prolétaires**

A) Les pauvres : moins que le smic, avec le smic (env 1300 euros par mois) mais à temps partiel.

B) les employés et les ouvriers qui décollent du smic jusqu'à 1500/1600 euros par mois.

C) On y ajoute les prolétaires plus qualifiés qui partent du smic (1300) ou plus pour aller jusqu'à à deux fois le smic (2600) en fin de carrière . Dans leur vie ils ont été ceux qui épuisent leur salaire en fin de mois. C'est une condition structurante pour ceux dont les conditions de vie se sont améliorées qu'au trois quart voir qu'en fin de carrière. Mais ici on peut estimer que 2600 euros reste de l'ordre du nécessaire pour vivre, pour soi et sa famille. Beaucoup n'arrive pas à ce niveau bien qu'ayant de bonnes qualifications.

### **2°- Les couches sociales aisées, membres du peuple-classe**

Au-dessus du « bas-peuple », on trouve les couches relativement aisées qui gagnent de 2600 à 3900 euros (trois fois le smic) . Ils disposent d'une épargne variable selon le temps de travail à ce niveau de rémunération . Ils disposent d'un patrimoine immobilier limité à une maison et parfois une petite résidence secondaire.

Notons surtout, que cette couche sociale aisée peut rapidement cesser de l'être . On a vu ces dernières années des « seniors » (55/60 ans) qualifiés et aisés subir des licenciements et des déclassements de revenus au point de devoir vendre résidence secondaire voire la maison principale. Ces couches aisées font partie sans hésitation du peuple-classe.

Ceux au-dessus méritent analyse et débat. Faut-il les placer "sur la frontière" du peuple-classe ou comme couche sociale intermédiaire entre peuple-classe et bourgeoisie?

### **III - Le double positionnement de petite bourgeoisie en fonction de sa nature**

Il faut replacer la petite-bourgeoisie dans la stratification sociale en faisant les distinctions nécessaires en fonction des propriétés (ou non) du capital et des rapports sociaux (ou non) de contraintes.

#### **1° - Sur la frontière du peuple-classe : la petite bourgeoisie indépendante à gros revenus**

La petite-bourgeoisie définie au sens stratificationniste au-dessus de 3900 euros par mois est donc les travailleurs indépendants. Tous les indépendants, on l'a vu, n'ont pas régulièrement ce bénéfice mensuel. Ceux qui sont au-dessus de 3 x le SMIC ont un portefeuille financier et un patrimoine immobilier qui les distinguent très nettement du prolétaire disposant simplement d'un livret A péniblement rempli. Certains, chirurgiens ou avocats d'affaires, disposent de beaucoup plus.

On peut y ajouter le petit capital soit les patrons des petites entreprises inférieures à 10 salariés mais supérieures à 2 sans référence ici aux revenus.

La petite-bourgeoisie indépendante n'est que la couche d'appui du capital mais n'a aucun rôle d'encadrement capitaliste comme dans le cas qui suit.

#### **2 ° - Entre peuple-classe et capital se trouve la petite-bourgeoisie salariée d'encadrement du salariat**

On trouve là les cadres supérieurs « faisant fonction » de patron, en position de donneurs d'ordres et de contraintes aux subordonnés. Ils forment comme le dit Alain BIHR "l'encadrement capitaliste" alors que les indépendants riches sont la couche d'appui du capital. Les directeurs et managers sont non seulement très bien payés mais ils disposent surtout d'un fort pouvoir hiérarchique car au sommet d'une importante organisation de travail subordonné. C'est ce qui peut justifier un positionnement différent de la petite bourgeoisie indépendante.

### **IV - Hors du peuple-classe se trouve la classe dominante nommée bourgeoisie dans les pays capitalistes**

Un patrimoine privé très important et un réseau relationnel étendu et soudé définissent le côté "bourgeois" alors que le côté capitaliste se voit classiquement de par la propriété des grands moyens de production les entreprises importantes de plus 50 salariés. Le seuil est discutable. Certains le placent à 200 salariés et d'autres disent que le petit capital cesse au-delà de 10 salariés. Il y a une indétermination résiduelle sur ce point précis qui n'invalide pas la notion de peuple-classe.

#### **Notes**

1) Nicos Poulantzas Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui (Ed. du Seuil Coll Point 1974)

%

## Les frontières du peuple classe

La notion de peuple-classe est fondée sur une insuffisance dans ce qui est disponible à l'usage, vulgaire ou scientifique, parmi les catégories connues de groupes sociaux : salariat , population, nation, couches populaires, société civile. Il s'agit soit de notions restrictives soit de notions qui ignorent les clivages internes (société civile, nation, population,etc.).

Le champ sociologique attribué au terme peuple-classe est variable mais non sans frontière. La frontière est bougée - légèrement - mais elle existe. Autrement dit, le fait qu'il y ait un bougé n'invalide pas la notion puisque la frontière est réelle, "dure" parfois dans certains contextes.

Le peuple-classe est une catégorie sociologique qu'il faut définir par ce qu'elle exclue nécessairement et par ce qu'elle inclue nécessairement. Elle peut éventuellement exclure plus. Elle peut aussi inclure plus que le nécessaire en fonction du contexte. Mais elle a une zone "dure" qui lui donne son sens, sa pertinence. C'est donc par ces quatre précisions que l'on peut définir le peuple-classe.

### A – EXCLUSION

#### a) Exclusion d'emblée

Par définition le peuple-classe exclu nécessairement, à minima, une fraction de la couche dominante de la société que ce soit les grands capitalistes de la population du territoire donné (le capital national supérieur au capital d'ampleur régional), ou la fraction la plus riche de la bourgeoisie (ce cercle va au-delà des capitalistes) ou de l'oligarchie (ce qui peut inclure des dirigeants non capitalistes). De plus, une fraction minimale du salariat en est exclue disons de 2 à 5 % de la totalité des salariés, autrement dit le sommet du salariat ainsi d'ailleurs qu'une fraction des indépendants.

#### b) Variation de l'exclusion

\* Pour le capital, la barre supérieure peut être abaissée en excluant aussi le capital régional c'est à dire les entreprises moyennes. La barre peut même encore plus abaisser et exclure le petit patronat mais dans certains cas seulement (revendications concernant le plus près des conditions de travail) mais pas dans d'autres (aspects de la mondialisation financière).

\*Pour le salariat, ce qui est variable c'est le haut encadrement : dans les luttes il est absent, car couche d'appui du capital. Mais attention, le haut encadrement, ce ne sont pas les cadres ordinaires du public ou du privé. Un cadre d'entreprise n'est pas un haut manager . Un inspecteur principal est cadre supérieur d'administration mais il n'est pas à la hauteur d'un Directeur d'un grand service départemental comme un Directeur des Services Fiscaux ou un Trésorier Payeur Général. Théoriquement parlant seul une très infime minorité du salariat, ceux faisant fonction de manager dans les grandes entreprises, est exclue du salariat et du peuple-classe.

## **B – INCLUSION**

### **a) Inclusion d'emblée**

Ce qui est inclus par définition dans le peuple classe c'est donc l'immense majorité du salariat - du public et du privé, retraités actifs ou chômeurs, ayant ou non la nationalité du pays - plus les plus dominés ou appauvris des travailleurs indépendants qu'il s'agisse d'artisans, de petits commerçants ou de petits paysans.

### **b) Inclusion variable**

S'y rajoute, selon les enjeux de la situation concrète, le petit patronat, ou même le capital régional.

Ce qui fait bouger la frontière ne supprime donc pas la frontière. Il y a le peuple-classe en soi pris en fonction de critères objectifs de dominations variables et le peuple-classe pour soi celui qui a vocation à se mobiliser. Il peut prendre aussi suivant le contexte plusieurs configurations sociologiques. Le peuple-classe qui s'exprime par un vote n'aura pas la même composition que le peuple classe qui manifeste.

Le peuple-classe pour soi est parfois nommé en France "peuple de gauche". Outre la question de la mobilisation le discours stratégique évoque aussi sous ce terme les questions de l'unité du salariat ou la question des alliances de classes.

% -----

## ***IV – CONTRIBUTIONS D'APPROFONDISSEMENT OU D' APPLICATION.***

Elles sont regroupées sous trois rubriques : 1 Composition interne et solidarité, 2 Questions démocratiques, 3 stratégie et émancipation et souveraineté.

### **1 - Composition interne, alliance et solidarité**

Premier texte

## **Stratégie sociale et politique : unir le peuple-classe**

Rubrique : Peuple pour soi.

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article472>

Cette tâche n'est pas nouvelle mais elle prend une acuité nouvelle en période de crise et de division des forces de transformation sociale.

La crise est multiple, profonde et durable ; elle est globale et systémique. Elle met à l'ordre du jour la formule de Lénine sur la contradiction majeure à l'origine de la crise révolutionnaire (qui elle aussi est durable) : quand ceux d'en-haut ne peuvent plus dominer comme avant et ceux d'en-bas ne veulent plus subir comme avant. La question de l'unité du peuple-classe est donc à l'ordre du jour pour réaliser sa propre émancipation et à travers elle l'émancipation de l'humanité. Je prends là une hypothèse théorique et pratique qui n'épuise pas les possibles car l'option socialdémocrate (portée par le nouveau parti de Mélanchon-Dolez et une fraction du PCF) incline à ne pas attendre l'unité de ce peuple-classe avant de travailler à la scission des élites en vue de dégager une fraction progressiste susceptible d'animer sur le long terme un régime économique social néo-keynésien plus favorable aux travailleurs et au peuple-classe. Cela recoupe un débat qui se nommait jadis "front unique ouvrier (FUO) ou hégémonie" (cf .Stratégie et Parti publié en mai 1987 par La Brèche coll Racine ).

### **Qui doit travailler à cette unité du peuple-classe et comment ?**

Toutes les forces politiques de "gauche" sont requises mais aussi les syndicats et les associations.

Evidemment il ne faut pas perdre de vue que certains acteurs sont plus pressés d'aboutir à des compromis en vue de stabiliser une micro conquête mais qui à mon sens freine surtout l'unité du peuple-classe. Sur le fond un auteur a récemment abordé la question alors autant lui donner la parole in extenso : Jacques Bidet dans "Unir le peuple pour gagner à gauche" paru dans l'Humanité en novembre 2008.

Christian DELARUE

### **UNIR LE PEUPLE POUR GAGNER A GAUCHE - Jacques BIDET**

[http://www.humanite.fr/2008-11-18\\_Tribune-libre\\_Unir-le-peuple-pour-gagner](http://www.humanite.fr/2008-11-18_Tribune-libre_Unir-le-peuple-pour-gagner)

C'est en terme de " classe " que la tradition communiste a toujours pensé l'économique et le social : capitalistes contre salariés et autres. Elle abordait naturellement l'affrontement politique selon autre couple : droite contre gauche. L'État figurait l'instrument du capital, - plus ou moins dominant, selon que la droite ou la gauche (et laquelle) occupait les positions gouvernementales, au fil des luttes et des conjonctures. La domination de classe devait reculer au rythme des victoires politiques de la gauche.

Rien, pourtant, ne semble aujourd'hui moins sûr.

Il y a bien deux classes : c'est là un clivage constitutif de la société moderne. Il y a aussi deux/places/ sur la scène politique : la droite et la gauche. Mais ces deux couples ne sont pas superposables. Les marxistes le savent, bien sûr, mais ils n'ont jamais su décrypter ce décalage, ni donc l'affronter politiquement en termes clairs.

Il y a deux classes. Mais la lutte politique est un " jeu à trois ". La raison en est que, dans la société moderne, la classe dominante comporte deux pôles. Celui de la " propriété " : il domine le marché et tend à se concentrer dans " la finance ", il hégémonise à droite. Celui de la "compétence " de production, d'administration et de culture : il domine l'organisation, il rassemble " l'élite ", qui hégémonise à gauche. Les deux modes rationnels de la coordination sociale, marché et organisation, monopolisés par en haut, se retournent en facteurs de classe. Ils se combinent dans la structure moderne de classe, formant cette domination à deux pôles, tout à la fois convergents et antagonistes, dont chacun possède ses mécanismes de reproduction. Quant à l'autre classe, elle n'est pas seulement dominée, exploitée : elle est " la classe fondamentale ". Elle est " le peuple ", qui se divise en fractions diverses, selon qu'on l'exploite et la domine, mais aussi qu'il se socialise et se réalise, à travers des rapports différents de marché et d'organisation : travailleurs indépendants, salariés du privé, du public, chômeurs.

Le peuple, dans sa lutte historique, a compris que, pour vaincre la classe dominante, il devait la diviser, et pour cela faire alliance avec " l'élite " contre " la finance ". Le pouvoir-savoir laisse à l'émancipation plus de chances que le pouvoir-propriété, car il ne peut s'exercer sans se communiquer quelque peu. Mais, pour que le peuple soit en mesure d'occuper dans cette alliance la position hégémonique, une condition est requise : il faut qu'émergent une perspective et une dynamique d'unité entre les diverses fractions populaires qui le composent. Faut de quoi, les moins mal lotis en termes d'organisation professionnelle ou de compétence, sensibles au discours " de gauche ", se laissent hégémoniser par l'élite. Et les autres se laissent convaincre par les sécurités qu'ils croient trouver du côté de la droite propriétaire. Comme on le voit au soir des élections.

Cette trame politique profonde de la société moderne ne se traduit pas immédiatement dans les partis existants, produits composites d'événements et de traditions culturelles. Les partis sociaux-démocrates ont pu ainsi rassembler à la fois "de l'élite", en position d'hégémonie, et "du peuple".

Les partis communistes également - et aussi les formations trotskistes, élites militantes par excellence -, mais sous la forme hégémonique inverse. Du moins l'ont-ils tenté. Mais jamais dans la clarté.

L'ambiguïté de la tradition communiste tient à ce que le marxisme dont elle s'inspire formule précisément ce discours indéci qui est celui de l'alliance entre l'élite et la classe fondamentale. Soit un communisme aux couleurs du socialisme, au sens où son modèle est celui de "l'organisation concertée entre tous " versus " le marché ". Juste, mais insuffisant. Car l'élite tend à faire passer son organisation supposée méritocratique - qui la reproduit comme pôle dirigeant - pour la concertation et l'égalité entre tous. Et elle reste par nature disponible pour le service de la finance.

Dans l'écrasement de l'État social national, l'élite a effectivement rompu son compromis à gauche et s'est laissée hégémoniser par la finance. Le peuple n'a cependant pas d'autre choix que de travailler à reconstruire l'alliance : c'est là la voie anticapitaliste. Mais il n'y sera hégémonique que dans un rapport de force fondé sur l'unité entre toutes les fractions qui le dispersent.

La définition d'un programme politique commun en est la condition formelle. Pour ce qui est de la France, les " 125 propositions antilibérales " en restent la dernière, et modeste, formulation de référence. Mais la condition pratique en est la fédération des forces politiques, grandes ou petites, héritières de la diversité populaire. Il en est deux, aujourd'hui, incomparables entre elles, qui sont à un tournant de leur histoire : le PCF et la LCR. Eux seuls peuvent donner le signal d'une large dynamique d'unité au sein du peuple. Faut de quoi, le premier continuera à rejeter indéfiniment de son identité les forces vives qu'il avait rassemblées. La seconde, à vouloir se substituer à lui comme le lieu du rassemblement, n'obtiendra qu'un succès médiatique.

Et l'alternative attendra longtemps.

Il est temps de penser la politique en termes de classe.

Jacques Bidet est philosophe, membre du Conseil Scientifique d'Attac,

Dernier livre paru : Altermarxisme, un autre marxisme pour un autre monde, en collaboration avec Gérard Duménil, PUF, 2007

Deuxième texte

## **Quelle solidarité des peuples-classe d'Europe contre ceux d'en-haut? Une lecture particulière de Nicos Poulantzas.**

**Sur le cadre:** Ce texte s'appuie sur la notion de « peuple-classe », à savoir une quasi classe sociale qui lutte et qui subit . Il se veut une nouvelle contribution dans la mise en application et l'approfondissement de la notion, la précédente étant « Le peuple-classe, ses ennemis et ses contradictions internes

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article453>

**Sur la sollicitation ici de Nicos Poulantzas** : il ne s'agit pas de l'auteur qui cherche à définir la classe ouvrière et la petite bourgeoisie. Sur cet aspect nous ne le suivons pas. Par contre ses remarques sur les bourgeois et sur les champs de lutte différents entre le capital et la classe ouvrière conserve une certaine pertinence pour peu que l'on n'oublie pas que ses textes ont environ 30 ans !

Peuple-classe solidaire contre ceux d'en-haut ? Contre qui ? On reprend encore la question car elle ne cessera jamais de se poser puisqu'une seule chose est sûre : le fait de la lutte. La lutte de classe contre les travailleurs salariés et plus largement contre le peuple est la seule vérité du capitalisme dominant.

Autre question à suivre : Pourquoi tant de difficultés à organiser la solidarité inter-peuples et notamment entre les travailleurs salariés qui sont la pointe avancée du combat de classe au sein du peuple.

### **A - Le peuple-classe contre toutes les bourgeoisies y compris la sienne ?**

Peux-t-on passer des compromis de classe avec certains secteurs de la bourgeoisie nationale, par exemple le capital national industriel, afin de lutter contre le capital des USA ? Ce capital nord-américain se déploie sous sa forme financière (pompage des secteurs libéralisés), mais aussi productive et marchande (poids économique de ses firmes transnationales et puissants lobbies idéologico-politiques). De ce fait existe-t-il encore un capital national dégagé de toute emprise "extérieure" ? A défaut de pouvoir fournir 'une analyse concrète détaillée, je me contente de prolonger la question qui devient :

#### **a) Que penser de nos bourgeoisies européennes ?**

Elles sont tout à la fois nationales et compradores au regard du capital US mais impériales à l'égard des formations périphériques, notamment les pays dits ACP.

Est compradore dit Nicos Poulantzas (p70) la fraction de la bourgeoisie qui n'a pas de base propre d'accumulation du capital et qui agit en quelque sorte comme simple intermédiaire du capital impérialiste étranger. Le poids d'une bourgeoisie compradore s'évalue d'après la prise en charge par l'Etat de façon directe ou indirecte des intérêts du capital impérialiste dominant. Par exemple les mêmes exonérations fiscales seront accordées aux entreprises nationales et aux entreprises nord-américaines.

Cette distinction bourgeoisie nationale / bourgeoisie compradore est utilisée dans l'analyse des formations sociales périphériques mais elle vaut aussi pour le centre, pour les pays du Nord, du

fait de l'interpénétration internationale des capitaux. Le débat porte alors sur le degré de soumission du capital national au capital nord américain (USA). Pour certains auteurs comme Nicos Poulantzas il n'y a plus de bourgeoisie nationale strictement autonome, d'où son invention de bourgeoisie intérieure (ni vraiment nationale, ni vraiment compradore). La base d'accumulation du capital industriel sur le territoire national existe mais en étant plus ou moins imbriquée avec le capital "extérieur".

## **B - Pourquoi les peuples-classes sont-ils si mal organisés au niveau européen ?**

Alors que la lutte de classe des bourgeoisies se mène au plan mondial, notamment avec des exigences fortes de rentabilité du capital partout ce qui entraîne la baisse de la masse salariale dans de nombreux pays (voir M Husson) c'est la forme nationale qui prédomine dans les résistances populaires. Comment expliquer que même au niveau continental l'internationalisme prolétarien ou plus largement la solidarité entre les peuples européens peine à se former contre les bourgeoisies européennes.

Réponse de Nicos Poulantzas en 1974 (p78) : Que se passe-t-il du côté des classes ouvrières des pays européens ? En fait, alors que les luttes des masses populaires se déroulent plus que jamais sur un fond mondial déterminant les conjonctures concrètes, et que l'instauration de rapports de production mondiaux et la socialisation du travail renforcent objectivement la solidarité internationale des travailleurs, c'est la forme nationale qui prévaut dans leur lutte, celle-ci dans son essence, étant internationale.

Il donne l'explication suivante qui contient toujours, à mon avis, des éléments pertinents : Cela tient dit-il pour une part au développement inégal et aux spécificités concrètes de chaque formation sociale, donc à des traits de la nature même du capitalisme, à l'encontre de ce que soutiennent les diverses idéologies de la "mondialisation" ; mais dans les particularités que ces formes revêtent actuellement, cela tient aux organisations - partis, syndicats - qui ont la prépondérance dans les classes ouvrières européennes. Il faut enfin également tenir le plus grand compte, d'une part de la petite-bourgeoisie - petite-bourgeoisie qui se reproduit actuellement sous des formes nouvelles - et des classes de la paysannerie, dont ces États recherchent l'appui indispensable et dont la situation de classe a comme effet un nationalisme tout particulier ; d'autre part des catégories sociales des appareils d'Etat (bureaucratie administrative, personnels des partis politiques, etc.), pour lesquels l'Etat national reste une source de privilèges.

Pour le dire autrement, la bourgeoisie comme classe dominante à la fois dirigeante (économiquement et ou politiquement) et possédante dispose de couches sociales d'appui sur la frontière entre le peuple-classe et elle. au sommet de l'appareil d'Etat dans la Haute fonction publique mais aussi chez les « patrons » des grosses entreprises de l'agriculture industrialisée, dans la petite-bourgeoisie bénéficiant de ressources financières très élevées. Au-delà il lui faut compter avec de puissants appareils d'influence idéologique et sur la division interne constitutive du peuple-classe.

## **C - Donc retour sur les rapports entre Etat et nation !**

N Poulantzas poursuit : Reste que la question du rapport entre Etat et nation, posée par l'Etat national, n'est pas pour autant résolue. En effet, si la nation est constitutivement liée à l'existence du capitalisme, y compris son stade impérialiste, le marxisme léninisme n'a jamais confondu Etat et nation ; il a seulement soutenu, à cet égard, la thèse de l'émergence de "l'Etat national" et de la "formation sociale nationale" sous le capitalisme. Le problème s'est alors reposé sous un autre angle : l'internationalisation actuelle de la production et les rapports de

production mondiaux, s'ils n'éliminent certes pas l'entité nationale, ne modifient-ils pas l'espace de la formation sociale, c'est-à-dire la configuration des lieux du procès de production, au point de faire éclater la formation sociale nationale et rompre ainsi les liens entre Etat et nation (Etat supranational) ? Autrement dit, les lieux où se déroule la reproduction élargie du mode de production capitaliste, et les nœuds du développement inégal, sont-ils encore les formations sociales nationales ? (p79).

Il est bon de bien souligner le résultat de ce processus qui in fine conserve l'identité nationale mais bouleverse les espaces territoriaux internes de la nation. Pour reprendre la distinction des économistes entre "l'économie réelle" et la finance on peut dire que la dynamique évoquée permet de garder la "bulle spéculative identitaire" qui peut gonfler en forme de nationalisme mais pas la "nation réelle", qui voit sa base matérielle déstructurée. La nation-identité n'est pas la nation-territoire et organisation administrative. La première à la différence de la seconde n'a pas d'histoire : elle répète les vieux fantasmes alors que l'autre est le produit attaqué d'une longue histoire liée à la montée et l'avènement d'une bourgeoisie nationale.

On comprendra dès lors que le peuple-classe sous l'action de sa fraction la plus combative ici et maintenant puisse défendre des nationalisations effectuées dans une logique anti-systémique mais se montrer par contre très sévère face aux politiques d'identité nationale instrumentalisées par N Sarkozy et B Hortefeux.

Notes :

- 1) Nicos Poulantzas Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui Ed. du Seuil Coll Point 1974

%

Troisième texte

## **L'amitié entre les peuples-classe subissant des dominations différentes.**

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article600>

La présence à Paris ce 17 février du Président bolivien Evo Morales Ayma à Paris permet une accroche paradoxale à cette contribution sur la solidarité entre les peuples. Voilà un homme d'Etat, certes pas issu de la bourgeoisie de son pays (il est indien), mais néanmoins chef d'Etat, qui adresse à l'Union européenne en juin 2008 une vive critique de la "directive de la honte" et dans le même jet de plume un message "en solidarité avec tous les clandestins". Un chef d'Etat solidaire avec la frange détestée des migrants de tous les gouvernements européens ; voilà qui suscite la surprise, puis l'approbation et enfin l'admiration . A la suite de son geste les chefs d'Etat du Vénézuéla (Hugo Chavez), d'Equateur (Raphael Correa), du Brésil (Luiz Inacio Lula da Silva), d'Uruguay (Tabaré Vazquez), du Pérou (Alan Garcia), du Chili (Michelle Bachelet Jeria ), de Cuba (Raul Castro), d'Argentine (Cristina Fernández de Kirchner ) et du Mexique (Felipe Calderon) ont protesté contre la directive de la honte du 18 juin 2008. Pas de protestation en ce sens de Lucio Gutiérrez en Equateur, le complice d'Uribe Vélez en Colombie. Tous ces pays n'ont pas tous enclenché un processus d'émancipation très avancé en Amérique latine loin de là. Un tel processus révolutionnaire part nécessairement d'en-bas même s'il doit trouver des cadres dans la société puis au sein des institutions politico étatiques pour mener à bien ce processus. Il n'existe pas de "communisme spontané" abolissant l'Etat par la socialisation généralisée à la base. Mais le vecteur principal de la réussite du processus reste

l'activité consciente du peuple-classe, son intervention soutenue dans la construction du néo-socialisme du continent. D'où l'importance de la solidarité avec le peuple-classe (1), les peuples-classe et avec la fraction agissante de ces peuples-classe (ce que l'on nomme parfois "peuple de gauche" qui n'est que la fraction la plus mobilisée). La solidarité peut aller jusqu'à soutenir "les gouvernements qu'ils se sont choisis" ainsi que le dit le collectif d'appel à la solidarité avec le peuple bolivien (2)

Ce qui nous ramène à la crise systémique multiforme telle qu'ATTAC (3) et le groupe "crises" l'analyse . Ces crises montrent chaque jour que "leurs enjeux ne sont pas les nôtres". Elles laissent apparaître deux grandes "solutions" : soit le retour au "capitalisme pur", débarrassé de ses régulations exceptionnelles, soit la transformation sociale et même socialiste visant l'établissement d'un autre ordre du monde tant au plan social, qu'alimentaire , tant au plan écologique que géopolitique. La troisième voie existe pour certains : elle repose sur une alliance de classe entre le peuple-classe et une fraction progressiste de la bourgeoisie en vue d'un nouveau keynésianisme (4). Un néo-solidarisme, pour autant qu'il soit possible et pensé dans un cadre continental tel que l'Europe suppose un degré élevé de solidarité et de conscience de classe, toute chose que l'on retrouve pas au sommet de l'appareil dit socialiste du PS. La crise du capitalisme néolibéral comme les perspectives possibles remettent en débat la question des solidarités et plus globalement de la solidarité entre peuples-classe subissant des dominations différentes, notamment entre ceux du centre ou de la Triade, dit ici du nord, et ceux de la périphérie, dit ici du sud, qui sont aussi approximativement les pays exclus du G20. Nous y reviendrons.

La question de la solidarité du peuple français ou des peuples de la Triade à l'égard des peuples du reste du monde se pose de façon particulière car les peuples du nord (ou du centre) bénéficient des miettes de la domination qu'ils peuvent par ailleurs critiquer à bon droit. Que certains mettent l'accent sur ce qui est commun et tendent à globaliser le nord (ou le sud) sous des terminologies variables dont celui d'Occident voilà qui est contestable.

## **A - L'Occident n'existe pas. Il est clivé.**

La notion d'"ordre occidental" employée notamment par Jean Ziegler qui parle aussi d'ordre barbare permet déjà d'introduire une différenciation interne : " L'ordre occidental du monde relève de la violence structurelle, écrit Jean Ziegler. qui montre que derrière les valeurs universelles proclamées de l'Occident les peuples du sud voient aisément sans aucun effort l'arrogance et un souci de maintenir coût que coût leur domination. L'arrogance de qui ?

Qui est l'Occident ?

Le G20 n'est pas l'Occident. S'agit-il d'accuser toutes les populations du nord à l'exception des seuls groupes politiques clairement anti-impérialistes ? Non, nous récusons cette vision qu'elle vienne du sud ou, ici, de groupes fondés sur des solidarités ethnico-raciales.

L'arrogance des touristes réactionnaires pèse peu dans la montée de la "haine de l'Occident" au sein des peuples du sud. S'agit-il alors des seuls gouvernements en collusion avec les grands dirigeants économiques des firmes multinationales ? Nous sommes là plus près de la vérité même cette réduction ne suffit pas. Disons que sont ici pointés les principaux responsables. Il est sûr que l'impérialisme est fondamentalement le fait des dirigeants politiques et économiques. Les peuples-classe ne participent pas à cette politique impériale. L'Occident globalisé n'existe donc pas.

Ajoutons que la division principale de l'Occident n'est pas principalement entre Etats mais interne à chaque pays. Au regard de certaines analyses critiques, notamment celles de Michel Husson (sur le protectionnisme), le clivage oppose frontalement et durement les capitalistes et

la bourgeoisie (plus en solidarité de classe qu'en concurrence) contre chaque peuple-classe (2).

Certes, on pourrait dire qu'ils ont voté pour les dirigeants politiques et qu'ils sont donc partiellement complices. C'est là ignorer l'autonomie relative du politique qui agit sans mandat et plus encore l'autonomie totale des dirigeants économiques dans les pays capitalistes dont la politique des firmes ne dépend pas du vote des salariés ni des citoyens. Ce que l'on pourrait défendre c'est que le clivage de classe apparaît comme moins foncièrement antagonique qu'au plan national et plus soumis à appréciations diverses lorsqu'on envisage le rôle de la France dans le monde. Le "peuple de gauche" - qui est en France le peuple-classe agissant pour sa propre émancipation - ne réclame pas le retrait des firmes françaises du sud ni le démantèlement des sociétés transnationales, ni même le retrait des troupes militaires françaises envoyées dans les pays en conflits internes et contrôlés par le gouvernement français. Pourtant les firmes françaises sont tout autant que les groupes des USA le vecteur de la mondialisation capitaliste. Le débat va porter sur les politiques du FMI ou de l'OMC ce qui est autre chose. Ou sur le passage à l'impérialisme guerrier plus critiqué que le seul impérialisme économique plus caché et donc plus consenti surtout si des bénéfices de consommation peuvent être attendus.

Disposer d'une vision contrastée du nord ou de l'Occident est donc nécessaire. Nécessaire au nord (dans les pays du centre, du G8) comme au sud (dans les pays de la périphérie : les "non G20" voire les non G8). La domination vient essentiellement du sommet politico-économique des Etats du Nord, des pays de la Triade. N'en déplaise à la présidente du MEDEF, nous ne sommes pas tous dans le même bateau.

## **II - Solidarité de qui ? avec qui ?**

### **a) Solidarité DE QUI ICI ?**

Si l'Occident est clivé surtout en classes sociales alors la solidarité venue du nord sera elle aussi contrastée (derrière l'usage uniforme des mots). Elle sera un geste politique avant d'être un engagement individuel. Car la solidarité passe d'abord par des organisations qu'il s'agisse d'envoyer du riz (version caritative) ou plus globalement d'inverser les processus politico-économiques en cours (politiques d'ajustement structurel, remboursement de la dette, contraction des politiques publiques, etc...) Un tel acte de conscience idéologico-politique ne saurait être porté par des groupes organisés soutenant l'ordre dominant. Autrement dit les forces ultra-libérales (de droite) et social-libérales (PS) ne peuvent organiser aucun soutien réel et authentique des peuples du sud puisque toute leur action politique vise le reste du temps à reconduire la domination impériale.

### **b) Solidarité AVEC QUI là-bas ?**

Les pays du sud sont aussi clivés. Dans le combat en solidarité il faut donc être clair sur deux points :

1 La solidarité ne se fait pas avec les bourgeoisies compradores du sud intégrées dans la mondialisation capitaliste et porteuses des politiques néolibérales dans leur pays ;

2 Elle ne se fait pas non plus uniquement qu'avec les plus miséreux du sud.

Autrement dit, il convient de se garder - d'une part d'une certaine imprécision solidaire qui globalise le peuple sans adjectif en faisant comme si les bourgeoisies n'existaient pas au sud et

que tous étaient pauvres et - d'autre part d'une solidarité misérabiliste qui ne s'adresse qu'aux plus pauvres des pauvres (ceux qui ont 1 ou 2 dollars par jour).

La solidarité s'adresse donc au peuple-classe, qui subit une domination particulière suscitant le mouvement solidaire. Car le peuple-classe en général est par définition dominé (du fait de sa définition par l'exclusion de la couche dominante). Mais cette domination peut être adoucie par divers moyens qui aboutissent à ce qu'elle soit consentie ou rendue invisible. Ce sont ces moyens d'acceptation qui sont en crise aujourd'hui car l'Etat social n'a plus les moyens de se réaliser avec les logiques néolibérales. Vouloir un Etat social c'est donc enclencher un processus révolutionnaire qui remet en cause les fondamentaux du capitalisme, sa logique du profit, sa dynamique inégalitaire, etc...

Ce faisant la solidarité des peuples-classe du nord s'adresse bien à une très large configuration de la population d'un pays, ou de plusieurs pays particulièrement assujettis aux politiques néo-coloniales et ou impérialistes. Dans un cadre d'organisation d'une solidarité consciente cette solidarité à vocation à s'adresser à quasiment tous les pays, tant au nord qu'au sud qui se trouve dominée. Au sud cette domination est le fait à la fois d'une ou des puissances impérialistes et d'une couche locale relaie de la domination. Mais c'est la domination impérialiste qui est la plus forte.

Une fraction du peuple-classe peut participer à la domination impériale ou néo-coloniale contre un autre comme c'est le cas d'Israël contre le peuple palestinien. Cela peut amener à des considérations différentes des grandes lignes ici posées car il s'agit en l'espèce d'une domination puissante, soutenue forte et multiple qui vise à l'écrasement total d'un peuple y compris son élite. Quant une guerre militaire apparaît la collusion des classes dominantes des pays en guerre disparaît . Ce qui ne signifie pas disparition des classes sociales en interne. Simplement les conflits de classe "économique" sont plus masqués par les effets visiblement destructeurs de la guerre.

### **c) Quelle différence avec la situation au nord ?**

Les peuples-classe des puissances impérialistes de second rang au nord subissent aussi la domination économique des USA et de ses firmes mais la domination provient aussi et même très fortement de leur propre bourgeoisie de leur propres capitalistes . Le salariat des pays riches doit être protégé tout autant sinon plus de sa propre bourgeoisie que de la bourgeoisie des USA (cf débat sur le protectionnisme : qui protège-t-on ?) La bourgeoisie nationale française ou d'autres grandes puissances n'est pas qu'une couche relais de l'impérialisme US. Elle a des capacités de résistance qu'elle s'emploie à appliquer directement contre son salariat. La bourgeoisie française de part ses positions et sa richesse s'accommode tout à fait d'être d'un rang secondaire . Son niveau de pouvoir fait qu'elle est beaucoup plus autonome qu'une bourgeoisie compradore du sud qui elle doit se montrer plus servile. Ce qu'a besoin la bourgeoisie française c'est d'une couche intermédiaire d'appui pour passer ses contre-réformes. Elle s'appuie sur l'encadrement supérieur.

Le MEDEF quant à lui, n'est pas une organisation d'appui c'est l'outil principal du combat du capital contre les travailleurs salariés et par extension à d'autres couches sociales non salariées, indépendantes. Le MEDEF ne prend pas uniquement pour cible les travailleurs du privé et le code du travail ; il attaque aussi les fonctionnaires et l'Etat lorsqu'il se développe autour de missions publiques de satisfaction des besoins sociaux hors processus marchand, lorsqu'il adopte des modes de gestion publique de biens communs (le terme service public n'est pas connu de tous les pays).

#### d) Le G20 répète ce que dit le MEDEF (et vice versa).

Il le fait avec un dogmatisme qui montre surtout sa mission : protéger le capital en général . Lisons Jacques Cossart membre du CS d'ATTAC doté d'un humour corrosif : Bien que personne ne doutait véritablement de la nature des décisions qui allaient sortir de Washington, nos dirigeants ont tenu à préciser explicitement "que ces réformes ne porteront leurs fruits que si elles s'appuient sur des économies fondées sur les principes du libre marché, notamment l'état de droit, le respect de la propriété privée, l'ouverture des échanges et des investissements, la concurrence entre les marchés". Tout est dit : on ne touche à rien ! Les riches resteront riches (moyennant quelques sanctions de lampistes) et les pauvres plus pauvres et les couches moyennes s'appauvriront (cf CREDOC).

Le G20 est composé des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne et les pays riches de l'OCDE . Il tend à montrer de façon symbolique, par sa composition, une globalisation des pays du sud (ici au sens élargi des non G20) dans la mesure où les dirigeants du sud ne sont pas convoqués à la discussion. Cette opération tend à unifier en façade seulement les bourgeoisies compradores du sud avec leur peuple-classe . Or il s'agit là d'une conception naïve et homogénéisante de ces populations qui sont clivées. Cet effet de masque idéologique ne doit pas changer le cadre de notre solidarité anti-impérialiste. Ce cadre ne pourrait être modifié qu'avec l'émergence d'une élite dans certains pays du Sud clairement engagée dans la défense et promotion de leur peuple-classe. Une séparation serait maintenue entre ce groupe social et le peuple-classe mais une séparation réduite. Parler d'élite et non de couche dominante peut faire problème. Le terme élite signifie reconnaissance supériorité politico-intellectuelle d'un groupe social. Mais cette supériorité peut ne pas être mise au service de la domination de classe. Elle peut même être engagée dans un combat de classe solidaire du peuple-classe. En somme elle travaille à réduire le fossé entre elle-même et le peuple-classe.

La solidarité d'un peuple-classe à un autre peut s'accompagner d'une solidarité vigilante avec certains dirigeants qui de Thomas Sankara en Afrique à Evo Morales en Amérique latine montrent qu'il existe des figures politiques et des organisations politiques qui impriment dans le respect de la démocratie des changements qui mènent vers l'émancipation.

- 1) Textes sur [amitie-entre-les-peuples.org](http://amitie-entre-les-peuples.org) dont "Les frontières du peuple-classe".
- 2) RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE BOLIVIEN ET LE GOUVERNEMENT QU'IL S'EST CHOISI 16 février 2009  
[http://www.mrap.fr/campagnes/international/amerique\\_latine/evo/view](http://www.mrap.fr/campagnes/international/amerique_latine/evo/view)
- 3) Sur la crise systémique à dominante financière et multiforme - sociale, alimentaire, écologique, géo-stratégique - voir le texte de l'Université d'été d'ATTAC Toulouse 2008 et bien d'autres produits ensuite.
- 4) LES DANGERS ET LES OPPORTUNITES DE LA CRISE GLOBALE. . G. Massiah y fait le point sur les démarches envisageables sur des périodes différentes. L'auteur introduit souvent la dimension temporelle pour envisager les "sorties de crises"  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article580>
- 5) Le sommet du G20. - <http://www.france.attac.org/spip.php?article9272>
- 6) Les pays pauvres éternelles victimes de la crise  
<http://www.france.attac.org/spip.php?article9271>

Quatrième texte

## **Ni sanglot, ni arrogance, solidarité avec les peuples-classe du Sud !**

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article608>

Suite de "L'amitié entre les peuples-classe subissant des dominations différentes"

Jean Ziegler (1) ne décolère pas. Il poursuit sans relâche sa tâche critique contre les élites occidentales qui méprisent les peuples, et ce en solidarité avec les peuples du sud . Ce faisant, il invite les altermondialistes à reprendre le flambeau du tiers-mondisme (2) issu de Bandung (avril 1955) voire plus loin encore en remontant au "Congrès des peuples d'Orient" de Bakou (1920) mais avec de nouvelles analyses. Car il ne s'agit plus de solidarité entre Etats non alignés (sur aucun des deux blocs existants avant 1991 : ouest capitaliste ou est communiste) mais de solidarités entre peuples-classe. Il ne s'agit plus de colonisation proprement dite mais d'un renouveau de l'impérialisme. En somme, il ne s'agit plus de s'approprier les territoires par les guerres coloniales mais de s'approprier les richesses des pays du sud en achetant les élites politiques locales "indépendantes", en venant piller massivement les ressources du sud. Très massivement . Et la récente crise financière qui devient crise économique sociale systémique se traduit au sud par une crise alimentaire sans précédent. En bon observateur de la réalité de la situation des pays du Sud depuis plus de trente ans J Ziegler souligne l'état d'appauvrissement des peuples-classes du Sud. Cet appauvrissement frappe aussi les peuples-classe du nord, couches-moyennes incluses (3).

### **a) La critique des responsables véritables.**

Que font les dirigeants du Nord ? Ils poursuivent la mainmise des grands groupes industriels sur ces pays. Et lorsque un chef d'Etat d'un pays anciennement colonisé évoque les méfaits de la colonisation le Président du pays du nord ne sait pas s'excuser. Depuis "Le sanglot de l'homme blanc" de Pascal Bruckner soutenu à l'époque par Rony Brauman ou Claude Malhuret ou Jacques Julliard (auteur en 1978 dans /Le Nouvel Observateur /de "il n'y aura de socialisme africain que totalitaire"), la condescendance et le mépris envers les pays du sud, élites comprises, sont devenus la configuration mentale ordinaire des élites d'Occident, ce qui n'est pas sans effet dans une partie de la population . De ce fait, non seulement la repentance n'est pas à l'ordre du jour mais c'est avec arrogance que les dirigeants stigmatisent le non respect des droits de l'homme, le manque de démocratie, les infractions au néolibéralisme . D'où la haine légitime qui monte du sud contre l'Occident ainsi que le signale Jean Ziegler en distinguant la haine pathologique, celle d'Al Quaida, et la haine raisonnée celle qui porte contre des mécanismes d'oppressions (mis en place par des dirigeants).

La haine va aussi contre les dirigeants du sud . Il ne sont pas que des lampistes, des boucs émissaires. Mais cette haine se manifeste sans oublier la responsabilité immense des dirigeants du nord. Car qui achète les élites du sud ? Qui s'emploie à une tâche soutenue de corruption ? Les responsables sont connus et dénoncés par Survie France depuis plusieurs années : il s'agit des réseaux aux ordres des dirigeants politiques et des dirigeants économiques, ceux qui décident de la stratégie d'expansion des firmes multinationales . Il faut arrêter cette machine de guerre infernale, politique, économique et militaire.

## **b) Amitié avec les peuples-classe : solidarité indéfectible et solidarité vigilante.**

Le "ni Marx ni Jésus" de Jean-François Revel (Robert Laffond 1970 réédité en 2000) a laissé place au refus intransigeant de l'islam dans le cadre de l'idéologie dite du "Choc des civilisations " et à la critique biaisée de l'altermondialisme. Ce qu' ignorent les suppôts médiatiques de la classe dirigeante c'est que l'altermondialisme ne soutient aucunement l'islam qu'il soit ou non radical . Ce n'est pas sa mission . Il ne soutient pas l'Orient pour sa religion ou sa culture. Il exige l'égalité, le respect des cultures différentes à l'exception des éléments d'oppression et de domination . En somme, il se montre simplement solidaire des peuples soumis à l'impérialisme, peuples qui peuvent le cas échéant embrasser un certain islam. Ce qui est très différent. Ensuite, ces peuples se donnent les représentants qu'ils choisissent. Là-bas comme ici, ils choisissent plus par défaut que par choix positif. Va-t-on alors, sans chercher à comprendre, dénigrer le fait démocratique et, ce faisant, renforcer les courants les plus autoritaires, ceux foncièrement anti-démocratiques ? Ne vaut-il pas mieux se montrer explicitement solidaire des secteurs les plus féministes et laïcs même si très minoritaire en plus de la solidarité envers tout le peuple-classe dans son ensemble ?

Certains situations font que le peuple-classe est invisible.

C'est le cas du peuple palestinien qui subit la guerre, qui n'a ni Etat, ni territoire. Les palestiniens forment un ensemble qui ne semble divisé que par des projets politiques. On ne voit, de loin, ni conflits de classe, ni conflits de genre. On voit un peuple qui aspire à devenir peuple-nation. Une solution socialiste au conflit dans la région placerait le peuple-classe palestinien (et israélien si bi-national) souverain dans les institutions ce qui signifie écart minimal entre l'élite sous mandat et peuple-classe.

Notes :

1) Jean ZIEGLER : La haine de l'Occident.

<http://www.pcfbassin.fr/Fichiers%20PDF/International/Jean%20Ziegler%20-%20la%20Haine%20Occident.pdf>

2) Sur le tiers-mondisme lire "L'idéologie tiers-mondiste" : construction et usages d'une catégorie intellectuelle en "crise" par Maxime Szczepansky-Huillery

3) Une comparaison des hauts revenus, des bas revenus et des "classes moyennes" Une approche de l'évolution des conditions de vie en France depuis 25 ans Régis Bigot N°C238 - Novembre 2007 [http://www.credoc.fr/publications/abstract.php\\_ref=C238](http://www.credoc.fr/publications/abstract.php_ref=C238)

## 2 - Les questions démocratiques

Premier texte

### Le peuple-classe défait par la démocratie sans adjectif ?

#### Le peuple-citoyen peut-il effacer le peuple-classe ?

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article483>

De Patrick TORT, j'ai pu retenir, il y a longtemps, que dans le discours du scientifique il pouvait y avoir de la science et de l'idéologie. Il y a d'autant plus d'idéologie que l'on quitte les sciences dures pour les sciences sociales. Donc de la science politique. Et si je me déclare d'emblée idéologue c'est parce que dire la vérité est difficile mais que c'est néanmoins possible . Il a même des strates ou des niveaux de pertinence d'un discours , allant du noyau dur de la vérité à une périphérie plus sujette aux prises de positions hypothétiques.

Ainsi Sylvain Reboul dans un texte paru (1) après la victoire du NON au TCE a distingué deux significations du mot peuple. Il n'est pas le premier. Mais il n'est pas allé plus loin dans la construction de la distinction, dans sa conceptualisation proprement dite car trop pressé d'en découdre avec les présupposés de cette distinction qu'il a à peine formulée . Le combat idéologique a trop rapidement pris le pas sur l'approfondissement scientifique . Il ne faut donc pas s'étonner qu'il n'ait pas voulu nommer cette différence. Il voulait la faire disparaître. On verra comment après avoir relevé le contenu ses deux peuples que je replace dans la terminologie que je lui ai donnée dans "Pour une approche du peuple-classe" (2).

#### Peuple-classe ou peuple-citoyen, une distinction "dure"...

Ce que j'ai appelé peuple-nation mais que l'on pourrait nommer peuple-citoyen en pensant aux Etats plurinationaux, correspond ce qu'il décrit ici : "*Le peuple est d'abord l'ensemble des citoyens appartenant à un Etat institutionnellement unifié et reconnu par les autres ; ce sens ne distingue pas les riches des pauvres, ceux d'en haut de ceux d'en bas, l'élite des sans grade ; il tend à se confondre parfois avec celui de la nation, sauf lorsqu'un Etat s'affirme comme plurinational où le mot peuple prend le sens de l'union entre deux nations vivant dans un même cadre étatique. Dans ces conditions, c'est le pouvoir unificateur de l'Etat qui constitue le peuple ; c'est dire que sans lui, celui-ci n'existe pas ; il n'y aurait alors, disait en effet Hobbes, au pire que multitude, ou au mieux, population(s).*" Dans le peuple-nation ou le peuple-citoyen tous les chats sont gris. Il ne manque quand même que les résidents de longue durée sur le territoire. C'est la seule ombre portée à cette belle notion qui mélange si innocemment l'exploiteur et l'exploité, la bourgeoisie et les autres.

J'ai appelé peuple-classe sa seconde définition. "Le peuple désigne ensuite ceux d'en bas, en tant qu'ils s'opposent, dans l'ensemble juridique qu'est un pays constitué et reconnu, à ceux d'en haut, donc d'abord à l'Etat et ensuite à ceux qui disposent d'un pouvoir, économique, intellectuel, etc., reconnu comme illégitime, voire despotique. Le peuple est alors l'ensemble des dominés qui s'efforcent de combattre la domination qu'ils subissent."

Prendre acte de cette distinction et mieux la préciser, c'est ce que nous avons fait dans "Pour une approche du peuple-classe" et dans les textes qui suivirent. Ce n'est qu'ensuite que l'on s'est aventuré à un usage non pas polémique comme le dit l'auteur - car la notion de peuple-nation ne supprime pas la lutte de classe du simple fait d'une terminologie englobante

faussetement « pacifique » - mais un usage dynamique et stratégique en exploitant pour le peuple-classe le fil du "peuple pour soi", ce qui signifie bien qu'une logique d'émancipation est aisément déployable et déroulable à partir de la notion même. Puisqu'elle prend en charge la distinction dirigés-dirigeants et/ou dominés dominants. Mais si à l'évidence le concept le permet ajoutons d'emblée que ce n'est pas une nécessité.

### **...qu'il faut redécouvrir sous les aléas de la lutte idéologique.**

Il serait possible de théoriser, un peu d'ailleurs comme le fait l'auteur, l'idée du meilleur niveau d'émancipation possible à partir de la conception du régime pluraliste qui serait le moins mauvais des régimes existants. Pour ma part j'ai souligné ailleurs (3) que la démocratie existante était doublement restreinte. Aussi, dire, ainsi que le fait Sylvain Reboul, que "l'idée démocratique n'a de sens qu'à être élective et représentative" permet d'empêcher de penser l'intervention citoyenne élargie sur des choix de développement, des choix de production dans l'entreprise voire hors d'elle, ou des choix d'investissement dans le cadre d'une planification démocratique. On peut donc voter pour autre chose que pour des individus. On peut aussi penser des procédures qui brisent la séparation élu-électeur qui reconduit les mêmes dirigeants.

Qu'il y ait des élections justes ou pas, de l'alternance ou pas, cela ne change en rien qu'il y a toujours une distinction entre peuple-nation et peuple-classe, sauf si cette élection se déroule dans un processus de crise qui écarte totalement la classe dominante pour instaurer un autre ordre politique précisément fondé sur l'alterdémocratie (4) autrement dit un niveau qualitativement très supérieur de démocratie n'ayant rien à voir avec les élections de la démocratie libérale qui elle organise réellement la dépossession du peuple-classe.

Cette distinction peuple-classe/peuple-nation n'a rien à voir avec le fait qu'une nouvelle direction ou avant garde puisse ou non émerger en "se réclamant " du peuple-classe. Le fait est sans doute un brin utopique mais néanmoins pensable que le peuple-classe s'élève de lui-même au niveau de sa propre organisation et gestion. Ce qui briserait le "cercle carré de la démocratie" libérale qui ne cesse d'approfondir l'écart entre le peuple-classe et son oligarchie au lieu de le réduire voir - même si c'est utopique - de l'anéantir .

### **Quand la laïcité remplace Dieu pour effacer les classes !**

Je vais terminer comme l'auteur qui dit "Seule une unification religieuse sous l'autorité transcendante de Dieu et de ses représentants sur terre est susceptible de former un peuple dans une même foi (le peuple de Dieu) ". Voilà bien un propos qui sous couvert de défendre la laïcité, en vient à nier les intérêts communs objectifs du peuple-classe par-delà leur conflits internes secondaires et à la suite, plus subjectivement, la prise de conscience possible de leur existence. Empêcher cette prise de conscience est l'objet classique de la lutte idéologique, de la lutte de classe de la bourgeoisie. On voit donc, et j'aurais dû commencer par là, que le recours au citoyen comme seul acteur du changement permet surtout de camoufler les classes en lutte.

La crise systémique, qui derrière sa multiplicité sociale, écologique, alimentaire, géopolitique est essentiellement ,celle des capitalistes, va peut-être ouvrir les yeux du peuple-classe. Cela ne se fera pas tout seul car les dominants possèdent un puissant appareil d'influence idéologique avec de nombreux clercs spécialisés dans le brouillage idéologique. Si le trajet qui mène à l'émancipation du peuple-classe n'est pas tracé d'avance au moins est-il bon de réaffirmer son existence et de savoir qui sont nos ennemis principaux pour ne pas se focaliser constamment sur les rapports conflictuels secondaires. Ce serait un bon début.

Notes :

- 1) Le peuple fait-il la démocratie ? Sylvain Reboul  
[http://www.agoravox.fr/article.php3?id\\_article=7799](http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=7799)>
- 2) Pour une approche du peuple-classe  
<<http://www.france.attac.org/spip.php?article9082>>
- 3) Sur la démocratie restreinte lire : Les deux conceptions de l'alterdémocratie  
<<http://www.amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article218>>  
De l'alterdémocratie "de complément" à l'alterdémocratie "globale" et alternative.  
Christian Delarue  
<http://www.amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article218>
- 4) Alterdémocratie Introduction : aller vers une autre démocratie, citoyenne et populaire  
<<http://www.local.attac.org/35/Introduction-ALLER-VERS-UNE-AUTRE>>
- 5) Sur les contradictions internes secondaires Le peuple-classe, ses ennemis et ses contradictions internes  
<<http://france.attac.org/spip.php?article9083>>

%

Deuxième texte

## Peuple-classe et démocratie : la « rue » et les « urnes ».

### Défense de la "rue"...

La contestation dans la rue fait partie du pouvoir démocratique du peuple-classe, la bourgeoisie ayant d'autres moyens. Ce moyen est interdit dans les dictatures. Il est d'usage fréquent pour la défense des intérêts et des droits du peuple-classe ou d'une de ses fractions. C'est cependant une conquête démocratique qui ne va pas de soi.

La démocratie des urnes tend à effacer la démocratie de la rue qui est celle des contre-pouvoirs. La véritable démocratie associe les urnes et la rue. Il n'y a pas de démocratie digne de ce nom sans droit de grève, sans manifestations de rue. Les dictatures de quelques formes que ce soit ont pour point commun d'interdire ou de réduire très fortement les manifestations de rue. Le peuple-plèbe n'a pas été totalement écrasé par l'apparition du peuple-citoyen. On peut considérer le peuple-classe comme la suite du peuple plèbe mais avec une conception plus élargie moins misérabiliste, déférente du bas-peuple, mais toujours opposé au *senatus*, qui serait plus la classe dominante que la classe dirigeante.

### ... face à sa contestation.

#### a) Les "urnes" seulement ou la défense de la démocratie occidentale

Pour éviter l'extension de la démocratie libérale en alterdémocratie (ou en démocratie socialiste) les idéologues de la démocratie restreinte actuelle vont appeler "tendance populiste" la tendance à distinguer et mettre en exergue une fraction populaire large mais dominé au sein du peuple légal des citoyens. Vouloir défendre les intérêts et les droits du peuple-classe dominé par une classe dominante serait le début d'une aventure risquée. C'est ainsi que le ton est

donné pour le maintien du statu quo. On ne pourrait mieux concevoir que la démocratie libérale qui serait finalement la démocratie en soi.

### **b) Déplacement du pouvoir démocratique**

Avec l'émergence de la démocratie va apparaître le pouvoir du peuple au sens du peuple légal des citoyens, soit celles et ceux légalement capables d'élire leur(s) représentant(s). Cette communauté des citoyens forme le peuple-nation dans les Etats-nation.

Mais ce peuple-citoyen va par institutionnalisation permettre l'émergence du peuple personne morale à travers la figure des dirigeants politiques. Le peuple prend un grand P. Ces gouvernants sont en effet les représentants de la Nation. Ils sont la Nation. On voit que le peuple « démos » mélange les citoyens et les élus dans une même entité politique distincte du peuple réel de chair et de sang.

### **c) Les "urnes" ou l'effacement du mécanisme de délégation**

La démocratie des citoyens qui est "démocratie des urnes" tend à effacer par le mécanisme délégataire issu de la votation la distinction entre élus et électeurs, entre gouvernants et gouvernés mais aussi la distinction entre la classe dominante (bourgeoisie ici, bureaucratie ailleurs) et le peuple-classe. Ce qui permet la constitution d'une classe dirigeante autonomisée n'est pas critiqué : forme du mandat, multiplication des mandats.

%

Troisième texte

## **L'appel au peuple-classe ne relève pas du populisme démagogique.**

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article464>

La catégorie de populisme est l'objet d'une définition "scientifique" dont on peut trouver les développements chez P A Taguieff, notamment dans " L'illusion populiste " (1). La notion a beaucoup varié dans le temps y compris chez son principal "inventeur". Elle fait surtout l'objet d'un discours très idéologique, très instrumentalisé par certains journalistes. Cela se comprend. Les caractéristiques scientifiques du concept permettent aisément les amalgames et les polémiques.

Sans doute faut-il aussi, comme l'a dégagé l'épistémologue Patrick Tort (2), tenir compte de la présence d'un discours idéologique au sein du discours d'un scientifique. Ce qui amène alors à renvoyer à la lecture d' Annie Collovald (3) à propos de la critique de la notion de populisme.

La référence au peuple, à qui on s'adresse dans un discours l'opposant aux élites, constitue la "manière" populiste de mobilisation politique. Mais "l'appel au peuple" ne suffit pas à caractériser comme populiste les politiques ou les associations qui mobilisent le peuple-classe contre leurs dirigeants et gouvernants, ceux-ci se trouvant dans un rapport social particulier du fait de leur alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie ou du fait qu'il mènent une politique de classe au profit du capital. C'est l'analyse concrète de la situation concrète qui précise le type de classe dominante soutenue par les dirigeants politiques et économiques.

Le populisme c'est aussi "un peuple uni autour d'un leader". Il suppose des leaders jouant à la fois de l'idéalisation du peuple et de la démagogie nationaliste. On parle alors de "national-populisme " et de démagogie remplaçant l'appel à l'esprit critique. La xénophobie aujourd'hui déployée par les élites élargit notablement le champ des leaders populistes. A tel point que l'actuel Président de la République serait le premier leader populiste de France, battant Le Pen sur la critique de l'immigration en usant notamment du terme de communautarisme comme stigmatisation de l'immigration post-coloniale. On trouve aussi des leaders populistes à gauche qui prennent appui sur certains intellectuels nationalistes proche de Chevènement, tel Max Gallo par exemple.

Notes :

- 1) P A Taguieff in L'illusion populiste " (éd. Berg international 2002)
- 2) Patrick TORT in La pensée hiérarchique et l'évolution Ed. Aubier coll. Résonances 1983
- 3) Annie Collovald Les mésusages politiques du populisme  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article459>
- 4) Le peuple contre la démocratie : le populisme par Patrice Deramaix  
<http://membres.lycos.fr/patderam/textes/populisme.htm>

% - - - - -

Quatrième texte

## Le peuple-classe, une notion "anarchiste" ?

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article481>

Oui et non. Mais explicitons la question tout d'abord. En l'espèce, au-delà de l'invective, l'auteur critiquait la notion de peuple-classe comme participant au rabaissement du fait démocratique.

- Une première réponse à la critique consiste à dire que **la notion de peuple-classe** que j'ai mise en valeur (1) **laisse place à la notion de peuple-nation**, laquelle possède bien tous les attributs politiques que le droit constitutionnel confère au peuple assimilé à la nation dans les Etats-nation. La notion de peuple sans adjectif permet de passer d'un registre très englobant à un registre plus étroit sans précision et sans effort intellectuel . Elle a le mérite de la souplesse et l'inconvénient du flou donc de la manipulation possible . Car il faut le dire encore : le peuple est surtout objet d'assujettissement, beaucoup plus que de volontés émancipatrices .

Rien de complexe à comprendre dans cette distinction peuple-classe/peuple-nation à mon sens. Et ces catégories, à l'articulation du social et du politique, me semblent opératoires à la fois pour les partisans et les détracteurs du peuple-classe, donc bien en deçà d'une sollicitation maximaliste. A l'évidence, dans une compréhension dynamique et politique on peut y lire une portée collective-autogestionnaire, qui ne préjuge d'ailleurs me semble-t-il ni de sa forme ni de sa base territoriale. Mais l' usage possible de cette notion de peuple-classe ne s'inscrit pas nécessairement dans cette perspective.

**a) Venons-en à la réponse principale : Y a-t-il une sous-estimation du « fait citoyen » dans la notion de peuple-classe ?**

Le peuple-classe n'est que rarement une "communauté politique" que le peuple-nation mais il a vocation à le devenir. C'est là toute l'aspiration issue des mouvements d'émancipation du XXème siècle. Reste que cette vocation qui est une conquête, une "guerre de classe" survient ou surgit en de rares périodes de l'histoire.

Une communauté politique digne de ce nom qui n'entérinerait pas la dépossession du peuple-classe fonctionnerait sous des modalités fort différentes de celle de la démocratie libérale qui connaît un régime restreint de la participation citoyenne. Il s'agit ici de promouvoir l'alterdémocratie (2). Pour autant, les élections ne sont pas qu'une formalité mais ces dernières ne disent pas tout du peuple et de son ascension possible car les élections sont ambivalentes. Les procédures électives sont à la fois source d'émancipation mais de façon très contenue dans les systèmes existants et forme de dépossession hors de l'acte électoral , donc le reste du temps.

Cette ambivalence est bien réelle dans les démocraties libérales réellement existantes. On pourrait même soutenir que la dynamique démocratique y est enfermée par le carcan du système démocratique restreint . Elle butte contre le pouvoir de la bourgeoisie. Le peuple-classe sous le régime de la démocratie libérale est donc structurellement rabaissé, dominé, renvoyé soit dans ses foyers soit à l'usine ou au bureau et dans les deux cas loin des lieux de décision. Il n'est donc pas souverain, ou rarement, mais soumis.

Pour autant la "raison démocratique" n'est pas bradée et encore moins la question de la souveraineté du peuple-classe . Les moyens de son accès plein et entier à la démocratie passent, à mon avis, par son unification, une unification différente de celle fréquemment invoquée à propos du peuple-nation autour des élites couches d'appui de la bourgeoisie. Le front uni du peuple-classe ce n'est donc pas l'alliance de ce peuple avec la bourgeoisie au sein du peuple-nation où tous les chats sont gris.

**b) Une lutte idéologique à mener**

Pour reprendre les grandes lignes des propos d'André Bellon et Anne-Cécile Robert (3) je dirais du peuple-classe qu'il "marque le retour du peuple" en vue son "expression autonome" alors que les élites et l'oligarchie néolibérale s'emploient à "cacher ce peuple que l'on ne saurait voir" . Ils veulent cacher le peuple-classe sous le voile d'un peuple-nation qui se montre accommodant pour ceux qui bradent la volonté populaire derrière celle de la bourgeoisie et de ses représentants. Et, quand le peuple est exhibé c'est pour le réduire aux couches sociales populaires entendez par là les ouvriers et les employés auxquels on ajoute les chômeurs. Autrement dit dans cette conception le peuple est reconnu comme bas-peuple afin de mieux intégrer les couches moyennes - techniciens, cadres moyens, cadres supérieurs vers les sommets de la société dans le bloc hégémonique qui part du sommet ; lequel bloc se délite du fait de l'écart énorme entre la couche de la bourgeoisie financière qui accumule les profits et les richesses alors que le niveau des couches moyennes supérieures ne cesse de décliner .

La notion de peuple-classe - produit d'une période spécifique du partage des richesses - élève le niveau de la barre des classes qui avait été très rabaissée il y a quelques années avec la notion inclus/exclus, notion améliorée mais non remise en cause radicalement par celle plus dynamique de "désaffiliation du salariat". On y reviendra.

Notes :

- 1) Si Abraham LEON a employé le terme, ainsi que me l'a fait remarqué récemment Pierre Ruscassie, c'est dans un autre contexte et un autre sens (celui de "caste") et pour un

autre but (question de la permanence de "l'identité" juive à travers le temps). Et depuis, à ma connaissance, la notion n'a guère été mobilisée, encore moins hors du champs de "la question juive". Il s'agit donc plus que d'une mise en valeur ou d'une réactualisation.

2) DEUX CONCEPTIONS DE "L'AUTRE DEMOCRATIE"

De l'alterdémocratie "de complément" à l'alterdémocratie "globale" et alternative  
<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article218>

3) in "Le peuple inattendu" Syllepse 2003 par André BELLON et Anne-Cécile ROBERT (avec une préface de Claude NICOLET)

%

### 3 – Stratégie, émancipation et souveraineté

Premier texte

## 11 THESES SUR LA SOUVERAINETE DU PEUPLE-CLASSE

Suite à discussions, le texte ci-dessous a été repris et modifié (25 avril 09).

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article647>

Dans le nouveau texte, la thèse 6 "cette tâche est collective" est supprimée (faible apport).

Une thèse a été rajoutée - in fine au n°11 - qui introduit brièvement la question nationale. Sa concision est une ouverture à d'autres développements. La voici : L'acquisition de la souveraineté du peuple-classe s'apparente à un processus révolutionnaire où le peuple-classe va former société . De la thèse passons à l'hypothèse. Le peuple-classe peut alors s'ériger alors en nation (2) et s'étendre rapidement sur une zone plus vaste afin de conserver ses conquêtes systémiques. Mais d'autres formes de constitutions élargies de souveraineté du peuple-classe peuvent surgir.

**1 - Il n'y a nulle part de peuple-classe (1) souverain sur la planète.** En effet tous les peuples-classe, à l'exception des USA, subissent une double domination d'une part celle de l'impérialisme extérieur, pour l'essentiel celui des USA, même si son hégémonie faiblit, et d'autre part celle de leur propre bourgeoisie. Les pays "ex-communiste" subissent un retour contrasté vers le capitalisme et donc une bourgeoisie issue de la nomenklatura domine les peuples classes de ses pays.

**2 - Le peuple (au sens large du terme) des USA,** donc tous ses citoyens et ses résidents non citoyens, **est le seul peuple souverain de la planète.** Ce « peuple-citoyen » - on dirait ce peuple-nation pour la France - ne subit aucun joug d'une puissance extérieure, aucun impérialisme tant sur le plan économique que politique ou militaire. Même au plan culturel ce sont les USA qui diffusent leur mode de vie sur la planète. La puissance des USA s'érode. Des puissances secondaires menacent son leadership.

3 - **Le peuple-classe des USA n'est pas souverain.** Il subit la domination multiforme de la bourgeoisie des USA, de son oligarchie financière. Le pouvoir du vote citoyen n'est nullement à négliger car c'est une conquête démocratique à développer mais le cadre actuel de son exercice fait que ce pouvoir est très restreint. La démocratie libérale organise plus la dépossession des citoyens que la réappropriation de leur territoire et de leur existence sociale dans un cadre écologique respecté.

4 - **Chaque peuple-classe doit lutter contre deux fronts :** contre sa propre couche dominante et contre la domination externe (sauf pour les USA). Le combat contre sa propre bourgeoisie se dédouble, du moins pour les peuples-classe du nord, en combat anticapitaliste interne et combat anti-impérialiste contre les peuples dominés (du sud).

5 - La vocation des peuples-classe est de travailler inlassablement à leur unité interne et à la solidarité externe avec les autres peuples-classes. Il doit aussi veiller à la prise en considération de la dimension écologique.

6 - Le processus d'acquisition de souveraineté des peuples-classe n'est pas écrit d'avance. Il dépend à la fois des conditions existantes et notamment du degré du développement inégal et combiné du mode de production capitaliste et de la conscience de classe des travailleurs salariés qui sont dans beaucoup de pays la force motrice de la transformation sociale.

7 - Au regard de la diffusion du capitalisme sur la planète il y a tout lieu de penser que la souveraineté des peuples-classe se fera en articulation de plusieurs territoires : le national, le continental et le mondial. Aucune zone ne doit être sous-estimée. Tous les combats sont à mener de fronts pour faire reculer partout la logique du profit et celle de la marchandisation avec les rapports sociaux qui l'accompagnent.

8 - La transcroissance des luttes qui démarre dans un cadre local ou national doit être étendue à l'échelle du continent. La transcroissance peut aussi partir de l'entreprise vers le site le quartier et la ville.

9 - L'approfondissement de la démocratie dans tous les champs d'activité est le vecteur essentiel pour l'accès à la souveraineté du peuple-classe. La démocratisation s'épanouit au mieux dans un cadre laïc et égalitaire sans sexisme ni racisme.

10 - Le peuple-classe peut s'appuyer dans nombre de pays sur les sphères dégagées de l'emprise du capital comme la sécurité sociale, la gestion publique des biens communs, toutes les formes d'appropriation publique qui pu être livrées à la socialisation et au(x) peuple(s)-classe.

11 - L'acquisition de la souveraineté du peuple-classe s'apparente à un processus révolutionnaire où le peuple-classe va former société . De la thèse passons à l'hypothèse. Le peuple-classe peut alors s'ériger alors en nation (2) et s'étendre rapidement sur une zone plus vaste afin de conserver ses conquêtes systémiques. Mais d'autres formes de constitutions élargies de souveraineté du peuple-classe peuvent surgir.

%

Deuxième texte

## **LA GAUCHE, LA NATION ET L'EMANCIPATION DU PEUPLE-CLASSE**

Version reprise le mercredi 29 avril 2009 (fin de contribution)

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article666>

La mondialisation dans sa phase néolibérale a eu pour effet d'une part de venir percuter les cadres nationaux anciens en amoindrissant des capacités d'intervention, d'autre part et concomitamment de faire émerger de nouveaux cadres jusque là sous développés comme l'Europe. Ce point est connu . Il n'est pas au centre de notre propos mais il en constitue l'arrière plan qui donne une dynamique à l'ensemble qui sans cela pourrait apparaître comme des cadres relativement figés.

La gauche – terme générique - est ici la force politique chargée dans sa diversité de sensibilité de construire en théorie - le programme - et en pratique - la mobilisation démocratique - l'émancipation du peuple-classe français sans nuire aux autres peuples conformément au principe de l'internationalisme ouvrier. Ici la gauche porte un programme à la fois social et écologique.

Le peuple-classe est constitué par 95% du salariat et une grosse fraction des paysans, des artisans et des indépendants. Il exclut de façon variable la bourgeoisie nationale. NB : Pour une définition plus précise du peuple-classe je renvoie au site [amitie-entre-les-peuples.org](http://amitie-entre-les-peuples.org) et notamment à l'article "Les frontières du peuple-classe". A sa tâche historique ici résumée s'ajoute l'impératif écologique du XXI siècle.

Si la nation porte bien en elle une ambiguïté – ce qui va être développé ici - alors on comprend que la gauche et la droite, sans parler de l'extrême-droite et de l'extrême gauche, aient des positionnements différents. La nation va alors faire l'objet d'une instrumentalisation politique variable qui peut avoir deux sens, l'un que l'on dira " de droite " car conservateur et même réactionnaire, l'autre progressiste et de transformation sociale pour " la gauche ". On précisera de quelle gauche type il s'agit. Dans un cas l'emploi régresse, les écarts de revenus augmentent, la sécurité sociale se délite encore plus, etc. dans l'autre cas c'est la dynamique inverse qui s'applique.

Pour avancer sur cette " manipulation " de la symbolique nationale il importe d'abord d'évoquer ce que l'on entend par nation avant de préciser les axes d'une politique de gauche.

### **A – LA PROBLEMATIQUE DU FAIT NATIONAL**

Il s'agit de montrer, en vue de notre question concernant la gauche, en quoi la nation s'impose et dans quels termes.

#### **La nation comme certitude**

Elle s'observe comme fait prééminent d'une part par absence relative d'autres communautés pouvant former société et d'autre part de par sa propre dynamique historique.

## **1 - Certitude du fait national par défaut de la prégnance d'autres communautés.**

### **a) Faiblesse du sentiment communautaire au dessus du cadre national.**

\* Le monde : La mondialité (Zarifian) est pensée, espérée . Certains peuples près de la nature ont une conception cosmique du monde. Reste que le monde n'est pas l'horizon ordinaire de la plupart des humains. De plus faute de liens et de vécus il ne fait pas société.

\* Le niveau continental n'offre au mieux qu'un cadre proto-national faible qui sauf exception est fondé sur des nations préexistantes. C'est le cas de l'Union européenne. Il n'y a guère que les Roms qui pourraient de par leur passé de migrants transnationaux en Europe se dire d'emblée européen. Et, via le marché commun, ce sont plus les représentant des firmes multinationales et des classes dominantes que les peuples qui ont construit l'Europe et ses institutions. Les peuples-classe d'Europe s'opposent depuis quelques années, notamment depuis le 29 mai 2009, au déficit social, démocratique et écologique des institutions européennes alors que ce déficit était plus radical encore dans la première période de construction de l'Europe. Outre le contenu, l'idée européenne qui pouvait être attractive comme perspective supranationale est aujourd'hui contestée même si la dynamique perdure.

### **b) Faiblesse du sentiment communautaire en deçà du cadre national :**

\* Faiblesse ou absence des minorités nationales

Si le fait national est certain c'est qu'aucune minorité nationale (2) n'existe ou, en cas d'existence, n'est suffisamment en capacité de lui disputer sa force d'unification et d'intégration nationale.

Il ne faut pas confondre les minorités nationales et les minorités linguistiques ou les minorités culturelles. Seules les premières disputent une reconnaissance face à une nation organisée en Etat-nation. Leurs combats peuvent mener à la séparation institutionnelle et territoriale.

Une minorité nationale comme une nation existe par opposition, face à une domination mais cela ne suffit pas . Il lui faut aussi affirmer un vivre ensemble spécifique.

\* Faiblesse ou non reconnaissance d'autres communautés spécifiques

Une minorité culturelle fondée sur la religion et la langue peut aspirer non à l'indépendance mais à une forme d'isolement communautaire validée par le droit. C'est une forme de menace de la nation nommée communautarisme dans les Etats qui ne sont pas pluriculturels ou multinationaux.

## **2 - Certitude du fait national par affirmation spécifique :**

Si toutes les communautés envisagées ci-dessus ne forment que faiblement un sentiment d'appartenance construit, susceptible d'être institutionnaliser, alors c'est bien que la communauté de base historique intermédiaire entre le supra et l'infra-national - la nation - continue de posséder une efficacité certaine, notamment de par l'Etat.

Le fait avéré de la nation est la coexistence de ses membres. Malgré les différences de vécu parfois prononcées les nationaux continuent de vivre ensemble et veulent vivre ensemble. Ce point mérite d'être souligné. Il faut admettre avec M Lenuki (1) que "Le problème de la nation n'est pas de savoir si des groupes aux identités distinctes peuvent coexister mais bien pourquoi ils coexistent et continuent de le faire.

## **B - Nation, comme fait ambigu.**

### **1 - Origine de l'ambiguïté**

L'ambiguïté vient qu'il n'y a pas qu'une seule réponse à cette question du " pourquoi ? " comme on l'a laissé entendre jusqu'à présent . La nation n'est pas qu'une affaire de sentiment.

La sollicitation des auteurs ayant développés des réponses montre un recours à deux types de conception de la nation, l'une fondée sur la volonté de vivre ensemble et l'autre sur l'appartenance à une même culture dont l'identité serait supérieure à toutes les solidarités des groupes internes à la nation. On attache ces deux théories opposées les noms de Renan et de Fichte, auteurs de deux textes fondamentaux sur la notion de nation (JG Fichte, Discours à la nation allemande, 1807 et E. Renan, Qu'est-ce qu'une nation ?, 1882), tous deux écrits à des moments où l'identité nationale était en péril, du fait de l'occupation par des troupes ennemies du territoire national (1)

### **2 - Manifestation : les deux modèles de coexistence.**

#### **a) La première conception de la nation est fondée sur la volonté du vivre ensemble.**

Cette conception n'exclue pas non seulement le conflit de classe de type "mouvementiste" c'est à dire à débouché limité et fragile mais aussi le conflit de classe prolongé de pleine transformation sociale, débouchant sur une autre société et que l'on pourrait qualifier plus justement de luttes de transformation socialiste. En effet la lutte de classe n'impose pas à priori le séparatisme territorial, qui est structurant pour la nation. Donc bourgeoisie nationale et peuple-classe disposant d'une culture commune (la laïcité par exemple), d'une langue commune continuent en quelque sorte de "vivre ensemble" mais en luttant sur le même territoire. Dans les faits les processus sont moins simples. Mais de partager un vivre ensemble sur un territoire n'indique pas à priori une conception particulière de son organisation qui peut évoluer, beaucoup plus que la conception traditionaliste du second modèle. C'est ce qu'il faut souligner.

#### **b) Le second modèle, naturaliste traduit "la vision des communautés sociales comme des organismes naturels"**

Ces organismes naturels constituent les hommes par des traditions et des cultures qui les différencient radicalement des étrangers et créent un entre-soi préexistant" (Jean Leca). Dans cette vision, la conflictualité, lorsqu'elle existe, ne peut avoir un contenu social. Elle est de type communautaire au sens où la nation est une grande famille où l'unité interne doit prévaloir. Dès lors les luttes portent sur une conquête de territoires perdus ou estimés tel ou sur le mode défensif contre les envahisseurs supposés (les résidents étrangers par exemple) ou les traîtres à la patrie (les internationalistes). Le choix sécuritaire pousse à l'Etat policier ou à l'Etat militariste. La pente sécuritariste y est latente. Notons aussi qu'il peut s'agir aussi d'une lutte d'indépendance d'une minorité nationale débouchant en cas de succès sur une séparation de territoire.

Le vivre ensemble se fonde en général sur une culture commune et un accord portant sur le pourtour du territoire dit national mais cet accord souvent implicite n'est pas éternel car des forces sociales au sein de la nation peuvent vouloir conquérir de nouveaux territoires sous des formes diverses (impérialisme) alors que d'autres estiment que l'heure est à en céder (décolonisation). La volonté de conquête ne sera pas nécessairement appréciée pareillement que volonté indépendantiste.

L'examen des caractéristiques contradictoires de la nation étant fait, il reste à décrire l'action des forces politiques et sociales qui y agissent.

## **C - LA GAUCHE FACE A LA DROITE DANS CETTE PROBLEMATIQUE**

### **a) L'ambiguïté du fait national explique un usage différent de la droite et de la gauche.**

L'ambiguïté issue du double modèle de la nation notamment l'ambiguïté dans la fonction unificatrice permet les instrumentalisation politiques contradictoires. Il s'agit de poser les thèmes principaux contradictoires issus de l'ambiguïté de la nation dresser le constat avant d'avancer ce que la gauche peut avancer.

#### **1 - Les thèmes contradictoires de la fonction unificatrice de la nation :**

a) Le premier est : soit elle s'opère sur une base démocratique ( restreinte à ce jour mais qui pourrait être beaucoup plus développée) soit elle se fonde sur une histoire idéalisée qui se passe totalement de base démocratique (roi, empereur, élite non élue) au profit d'une thématique de l'incarnation. La gauche se doit d'appuyer la démocratisation.

b) Le second problème est : L'exclusion à l'encontre de l'Autre est relativement consubstantielle à la nation mais la question des degrés est capitale : soit la nation se montre très exclusive, intolérante et xénophobe soit peu exclusive et relativement tolérante. Et l'exclusion peut être externe (les migrants ou certains migrants) ou interne (les minorités nationales ou les communautés). La gauche se doit d'appuyer l'ouverture qui cependant ne saurait être totale.

c) A ces thèmes on peut ajouter l'usage du territoire qui s'appréhende sous deux formes : d'une part il peut être laissé soit plus aux forces du marché soit avec une place conséquente pour les services publics et d'autre part il peut être fragmenté ou unifié. La fragmentation peut donner lieu à des agencements variables qui font intervenir plus ou moins les citoyens, plus ou moins les entreprises et leurs dirigeants.

#### **2 - Les conceptions fondamentales d'arrière plan et les positionnements politiques observés ou attendus.**

L'instrumentalisation politique de l'ambiguïté est d'autant plus possible par la gauche que le modèle de la communauté nationale française fait plutôt appel à la première conception, celle de la volonté et du choix démocratique et de la raison.

Par contre la nation instrumentalisée par la droite se rattache plus au second modèle, naturaliste, fondé sur les traditions, les figures du passé (cf Jeanne d'Arc), l'irrationnel. Cela peut aller jusqu'à reconstruire une nation mythique ( ), une histoire nationale (cf Suzanne Citron). Mr Le Pen lui s'appuie sur le thème de l'incarnation. Il faut un grand homme pour supplanter Sarkozy.

### **b) La politique de la gauche française dans le cadre national débordé**

Le cadre national perdure notamment grâce à ses appareils étatiques et ses institutions démocratiques et sociales mais il est débordé par la mondialisation du capital. Ce qui modifie la donne et les tâches de la gauche, notamment au plan européen ou le développement institutionnel est très développé.

## **1 – Dynamique constitutive en Europe, stabilisation et enjeux de position pour la gauche.**

### **a) Nature de classe d'une dynamique européenne :**

Le cadre européen participe d'une dynamique constitutive réelle fondée ni sur la tradition (pas de mythe entretenu) ni sur la démocratie (rien jusqu'en 1979, peu ou mal ensuite ) mais sur le marché commun, sur des forces économiques. Derrière la " main invisible du marché " il y a l'intervention des Etats nation et des lobbies patronaux des grandes firmes transnationales. L'Europe est dominée par le capital et les peuples-classe y sont en position plus défavorisée que dans chacun de leur pays. En tout cas le fait est certain s'agissant de la France. On ne trouve donc qu'assez peu au plan institutionnel européen les principes traditionnels de la gauche que ce soit ceux de 1789 ou ceux de 1946. Il y a un gros déficit de social, de démocratie, d'écologie, de laïcité, de droits pour les femmes, pour les migrants et contre le racisme.

### **b) Importance de la phase historique de cette dynamique :**

Réinsérons dans notre propos la dynamique du développement inégal et combiné du capitalisme qui manifeste une extension de longue durée du mal développement, notamment en Europe pour pointer les raisons d'un changement de position. Globalement, en France, la mission de la gauche a toujours pour cadre principal et historique l'Etat-Nation et secondairement mais de plus en plus l'Union européenne. Là, la gauche ne doit pas se soustraire à sa tâche européenne. L'Europe est un processus de construction désormais bien affirmé. Ce qui signifie que dans un premier temps il lui était loisible et logique de s'y opposer. Ensuite, une fois le cadre stabilisé il paraît - c'est un choix " à quitte ou double " - plus opportun de le transformer notamment en lui donnant un autre " contenu de classe " que celui qu'il possède.

## **2 – Une politique de gauche " à quitte ou double " entre deux cadres : continentalisation et nationalisation.**

### **a) Les tâches de la gauche :**

De ce qui vient d'être dit, il ressort que la politique de la gauche à matière à s'exercer plus aisément dans le cadre national. Mais ce n'est pas tout. Les enjeux surgissent ensuite. Au regard de la dynamique de continentalisation qui atteint une stabilité notoire avec des institutions démocratiques (élection en 1979) et sociale la gauche se doit de disputer un contenu social et écologique en Europe . La gauche doit acculer non seulement sa propre bourgeoisie mais aussi les bourgeoisies européennes à satisfaire les besoins sociaux de chaque peuple-classe. Cette ambition passe par un plus grande indépendance par rapport aux USA .

### **b) Le problème qui bloque la tâche.**

Pour mener la tâche émancipatrice au niveau requis au plan européen il faut une direction politique et une direction syndicale qui soient l'une et l'autre des forces de propositions de transformation conséquente. Or le mouvement ouvrier y est faible. Ce qui est source de contradictions internes entre forces de continentalisation de gauche et force de verrouillage national de gauche.

**c) L'altermondialisme et les ATTAC d'Europe** ne sauraient ni remplacer ces forces ni "faire la leçon" mais un effort est requis pour élever le niveau des exigences à porter pour que le peuple-classe français et les autres peuples européens "ne paient pas leur crise". Par exemple, il est possible d'articuler une même exigence sur deux niveaux d'abord un pôle public bancaire et financier ici avec l'appui de nationalisations et dans la foulée la proposition d'une régulation européenne publique bancaire et financière.

Pour conclure,

nous terminerons ce parcours par une formule qui emprunte de ce fait à deux cultures historiques (la III et IV Internationale) . Que le peuple-classe doit " s'ériger en nation pour s'émanciper " semble pertinent mais à condition de préciser, et c'est essentiel, que cela suppose dans la foulée, par l'effet de la transcroissance des luttes, que l'Europe bascule sur une organisation favorable aux-peuples-classe, autrement dit qu'elle passe au socialisme. Tout échec dans cette transcroissance risque d'enclencher un thermidor, une restauration capitaliste sur une base incertaine, nationale ou européenne. Autrement dit il convient de mener une lutte de classe "de conquête " sur plusieurs fronts.

Précédentes publications sur ce thème : Nation, peuple, communauté. - C Delarue

Mondialisation, communauté et immigration

Notes :

1) Deux modèles pour penser la nation . Lenuki

ou sur le blog philo de Lenuki

Essai sur la notion de minorité nationale. A Fenet

La vocation des peuples-classe du monde à la souveraineté.

Troisième texte

## **EMANCIPATION GLOBALE ET ALLIANCES D'EN-BAS**

Deux sous parties :

1 – Emancipation : Le dévoilement des dominations globales

2 – Les deux alliances de couches sociales au sein du peuple-classe à renforcer

# I - Emancipation : Le dévoilement des dominations globales

<http://www.legrandsoir.info/Emancipation-Le-devoilement-des-dominations-globales.html>

Dans le malstrom des dominations multiples écrasant la majorité des humains il importe de pointer les dominations globales des dominations sectorielles. Ces dernières ne sont pas qualitativement négligeables ou secondaires. Simplement elles ne frappent pas les mêmes individus. Il s'agit du sexisme, du racisme, du classisme, de l'emprise excessive du religieux sur l'Etat et la société, des résidus de relations coloniales (postcolonialisme),etc.

S'agissant des dominations globales deux ordres de dévoilement critique apparaissent : les dispositifs abstraits (Jean-Marie VINCENT) et derrière eux la classe dominante (Monique et Michel PINCON-CHARLOT). Ce dévoilement se poursuit de façon complémentaire avec la notion de peuple-classe (Christian DELARUE). Dernière question : La fonction critique et rassembleuse de la notion de peuple-classe peut-elle en outre nommer le sujet porteur du projet altermondialiste ?

## 1 - Dévoilement vers le haut.

\* Les dispositifs abstraits sont de nature technico-juridiques . Ils sont une rationalisation et une instrumentalisation du savoir scientifique et technique érigé en dispositif normatif "d'en-haut". L'instrumentalisation se dédouble en un montré et un caché . Ce qui est valorisé donc montré relève de la rentabilité, du résultat de la performance et ce qui est caché dans la machine (le plus souvent) c'est le contrôle unilatéral des "faisant fonction" des dominants sur les dominés. Ces dispositifs ont pour particularité de surplomber les humains dans une relation fétichiste : élévation du non-humain et rabaissement de l'humain . La marchandisation accroît ce phénomène . Le marché des biens et services ou celui de la force de travail vient renforcer ce fétichisme devant lequel une fraction des humains doit s'agenouiller comme devant un Dieu.

\* La bourgeoisie est la classe dominante sous le capitalisme. C'est d'abord une classe sociale au sens où elle est classe en soi et classe pour soi . En ce sens on peut dire qu'elle est la seule classe sociale organisée dans la défense unie de ses intérêts et notamment le maintien et l'accroissement de son capital économique (richesse financière) et de ses autres pouvoirs sociaux, relationnels, symboliques (prestige). Elle réunit de façon très forte, très soudée des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, de vieille souche ou de récente extraction, des grands exploitants agricoles, des hauts fonctionnaires, des membres de l'Institut, des généraux... Monique Pinçon-Charlot affirme qu'elle est collective et même collectiviste à son profit.

\* Sous ces deux aspects, la domination capitaliste porte sur la nature et sur le peuple-classe. Les vecteurs de la domination capitaliste au profit de la classe dominante forment système . Il s'agit de la régression démocratique accélérée, les privatisations en chaîne, le dépérissement des services publics, et en contrepoints la marchandisation généralisée, le libre-échange. L'appropriation privée des moyens de production orientée vers l'obtention infinie du profit ne cesse de promouvoir ce qui relève de la valeur d'échange contre la valeur d'usage, etc. Le système capitaliste peut se transformer mais son but reste de ne jamais cesser de produire de la plus-value. En somme changer constamment pour rester à l'identique sur sa logique.

## 2 - Dévoilement vers le bas.

Parler du peuple-classe. Le peuple-classe n'est pas vraiment une classe sociale proprement dite . Il rassemble par opposition à la classe dominante la diversité des dominés. La notion de peuple-classe a été mobilisée en rapport distinctif avec le peuple-nation mais dans une double fonction de dévoilement. Son rôle a été de montrer vers le haut une classe dominante bourgeoisie maintenant mais aussi couche bureaucratique jadis. En ce sens, le peuple-classe

n'est jamais que le peuple diminué de la classe dominante. Le second dévoilement porte sur l'oubli des résidents étrangers n'ayant pas de droit de vote.

Le peuple-classe est plus large que le prolétariat avec sa définition complète qui porte sur l'épuisement du salaire mensuel en fin de mois (1 ). Le peuple-classe rassemble la quasi totalité du salariat, une large fraction des indépendants (paysans, artisans, petits commerçants) mais aussi le petit-patronat. On comprends que le peuple-classe est une notion qui rassemble des couches sociales qui peuvent avoir des intérêts divergents surtout si l'on y intègre le patronat des petites entreprises qui exploite parfois aussi féroceement que le grand la force de travail salarié. Cet ensemble large de peuple-classe a une frontière mobile mais qui ont pour caractéristique de ne pas être riche.

### **3 - Le peuple-classe peut-il devenir le sujet de l'altermondialisme ?**

Ceux-d'en bas n'ont pas d'existence car pas de nom (sauf celui de multitude dont l'emploi est très lié à la thèse d'Empire d'A Négri et M Hardt ). Parler de peuple-classe revient à nommer les non-riches par rapport aux très très riches, donc à donner nom à ceux d'en-bas. Ce n'est pas négligeable . La question suivante est : peut-il être le nom du nouveau sujet porteur de l'autre monde possible et nécessaire ? Certainement pas en mode exclusif, en mode dominant et excluant des autres problématiques. C'est une leçon des nombreux débats menés dans ATTAC ou dans les Forum altermondialistes.

Eu égard à la prise en charge de la diversité des dominés la notion ne peut intervenir que dans un discours ou un projet qui articule de façon dialectique l'unité et la diversité. On peut penser l'alternative comme la convergence des alternatives. On peut espérer que les émancipations se combinent et se déploient parallèlement. Mais l'histoire réelle montre plutôt des décalages temporels.

Il y a aussi des luttes de classes sans classe. Pendant plusieurs années les fonctionnaires de base ont mené des luttes qui concernaient tout autant leur statut que le service public. D'autres couches sociales, tel les paysans ont mené des luttes contre l'agriculture productiviste.

Il y a aussi des luttes dont la portée émancipatrice n'est pas évidente. On peut dire que chaque lutte a son ambivalence, car elle est travaillée pour être maintenue dans le cadre de l'existant à savoir la recherche de la production pour le profit mais aussi tendue pour sortir du cadre existant.

Pour autant on ne saurait oublier de noter que le peuple-classe est une notion universalisable valable en Europe, en Amérique latine comme en Chine ou en Corée. Même là ou l'on évoque des peuples au sens ethnique il est toujours possible d'évoquer un peuple-classe. Reste que la notion s'adapte difficilement dans certaines situations. Dans quelle mesure peut-on parler de peuple-classe palestinien, dans la mesure ou celui-ci est un peuple qui aspire en quelque sorte à devenir peuple-nation ?

notes :

1) En défense des prolétaires à 3000 euros par mois et moins !  
<<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article789>>

2) Les frontières du peuple-classe  
<http://www.france.attac.org/spip.php?article9596>>

## **II - Les deux alliances de couches sociales au sein du peuple-classe à renforcer**

Le peuple-nation distingue la bourgeoisie nationale et internationale du peuple-classe qui lui en outre intègre les migrants sans exception. Toute pensée démocratique se doit aujourd'hui plus encore qu'au siècle passé d'intégrer les résidents étrangers car les migrants sont devenus un phénomène mondial massif sans commune mesure avec le phénomène observé il y a 20 ans.

La notion de peuple-classe pose un cadre d'alliance interne car il s'agit d'une proto-classe, d'une classe en puissance hétérogène, très divisée. La bourgeoisie est très unie pas le peuple-classe. Penser la convergence des intérêts et l'unification sur un commun malgré les différences existantes procède donc d'une analyse et d'une stratégie.

Quelles couches sociales ? Quelles alliances ? Comment ?

### **1) Présentation d'une nouvelle vision stratificationniste de la société française.**

Cette approche n'exclue pas une compréhension en terme de lutte de classe. Ces approches sont complémentaires.

A ) Quelques repères

D'après les chiffres donnés par le magazine L'expansion de sept 2009 " spécial cadre " on repère la grille des salaires de deux catégories distinctes celle des dirigeants et celle des cadres du secteur privé.

Deux tranches de rémunération moyenne brute sont clairement perceptibles. On voit

- toute la palette des directeurs (18 types recensés ) payés entre 85 000 euros et 150 000 euros par an .

- les ingénieurs et cadres plus " modestement " payés entre 35 000 à 45 000 euros par an.

B ) La hiérarchie sociale\* : par ordre décroissant nous trouvons 4 couches sociales :

4 - LES NANTIS: Ils sont dans la zone entre peuple-classe et bourgeoisie ; ce sont les dirigeants de sociétés anonymes. Ils gagnent de 8500 euros à des sommes exorbitantes. Ils sortent rapidement du peuple-classe pour passer dans la classe bourgeoise, celle la plus collectiviste qui est prêt à tout pour défendre ses intérêts, ses privilèges et ses pouvoirs.

3 - \*LES TRAVAILLEURS AISES\* : ils appartiennent au peuple-classe. Ce sont les cadres, les indépendants et le petit patronat. Ils gagnent entre 3200 et 5000 euros. Ils gagnent beaucoup moins que les riches, les nantis.

2 - \*LES PROLETAIRES\* : Ils épuisent leur revenu mensuel en fin de mois ou pour les "plus aisés" arrivent à épargner modestement. Ils gagnent tous moins de 3000 euros par mois. La zone frontière du prolétariat tourne entre 2800 et 3200 euros par mois selon les situations, les modes de vie et les lieux de vie.

1 - \*LE SOUS-PROLETARIAT\* : Ils gagnent moins que le smic. Ils peuvent travailler et être pauvre. C'est la honte des pays riches.

### **2) Les deux alliances fondamentales.**

La première est à renforcer impérativement mais la seconde permet le succès du projet d'émancipation globale (txt ci-dessus)

#### A) L'alliance impérieuse

Il s'agit d'améliorer le sort de ceux-d'en-bas disposant de quasiment rien à moins de 3000 euros par mois. Il faut alors travailler à l'union des sous-prolétaires et des prolétaires. Cela passe par des revendications concernant l'accès au travail, l'accès au revenu décent, une certaine fiscalité protectrice des moins de 3000 euros par mois, une possibilité de ne pas rester coller à vie au smic pour monter vers le double ou le triple dans la seconde partie de sa vie.

#### B) L'alliance du succès

Il s'agit d'unir les prolétaires avec les "travailleurs aisés". Les revendications à poser visent à faire reporter au-dessus du "seuil hédonistique" (4500 euros par mois) le paiement de la redistribution primaire (salariale) et secondaire (fiscale)

notes :

En défense des prolétaires à 3000 euros par mois et moins !

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article789>

Racisme anti-fonctionnaire(s). Des privilégiés, des fainéants et des improductifs !

<http://www.agoravox.fr/actualites/societe/article/racisme-anti-fonctionnaire-s-des-60108>

Sobriété pour les très riches de tous les pays.

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article717>

Éléments de critique de la compassion sociale

<http://amitie-entre-les-peuples.org/spip.php?article704>

La série de textes ici publiée a pour origine une longue réflexion sur la notion de peuple.

En effet Christian Delarue est membre (1) de deux associations le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) et l'association altermondialiste ATTAC qui chacune à sa façon amène à réfléchir sur la notion de peuple.

Pour le MRAP, il s'agira de promouvoir ici et ailleurs dans le monde « l'amitié entre les peuples » et non l'amitié entre les Etats contre les peuples.

Pour ATTAC, il s'agira de promouvoir les droits du citoyen, qui est non seulement l'individu en capacité de voter ou qui devrait l'être mais aussi l'individu agissant pour que les peuples puissent avoir leur mot à dire face aux gouvernances du monde, celle des entreprises transnationales, celle des élites des institutions internationales telles le FMI ou la Banque mondiale. ATTAC travaille à faire reculer la clique des rentiers au profit des peuples.

C'est dans ce cadre qu'une réflexion s'est engagée pour distinguer le peuple-classe des élites économiques et politiques qui possèdent elles aussi des droits citoyens. Le peuple-classe est à l'articulation de la science politique qui étudie le pouvoir, la nation, les peuples et de la sociologie qui étudie les groupes sociaux, les classes sociales.

Les premiers textes sur le peuple-classe écrit en 2008 sont plus portés sur la distinction avec la nation alors que les textes écrits en 2010 inclinent plus à penser le peuple-classe comme ce qui n'est pas la classe dominante, la bourgeoisie.

Christian DELARUE est membre du Conseil d'administration d'ATTAC France et délégué du MRAP auprès d'ATTAC comme membre co-fondateur. Il est aussi membre du bureau exécutif et du conseil d'administration du MRAP